

Le gouverneur George Ryan, reflet d'une société mal à l'aise

Page A 5



Le fils maudit du cinéma français s'est éteint

Page B 8



www.ledavoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCIV N° 3

LE LUNDI 13 JANVIER 2003

87c + TAXES = 1\$

PÉTROLE

## L'OPEP augmente son offre

Le geste vise à calmer la flambée des prix

NADRA SAOULI ET CHLOÉ COUPEAU  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Vienne — L'OPEP a décidé hier d'augmenter substantiellement son offre de pétrole dans un geste visant à rassurer les marchés qui craignent une pénurie de l'approvisionnement après le retrait de deux millions de barils par jour (mbj) de brut vénézuélien et dans la perspective d'une guerre en Irak.

«Le message, c'est que s'il manque du pétrole sur le marché, l'OPEP comble ce manque», a indiqué Raad al-Qadiri, analyste de Petroleum Finance Company qui estime très probable une guerre en Irak.

Pour mettre des barils supplémentaires sur le marché, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a dû recourir à un mécanisme compliqué qui a l'avantage de contenter tout le monde et de préserver en même temps la quote-part théorique du Venezuela. Elle a annoncé que la hausse de son plafond de production de 1,5 mbj à partir du 1<sup>er</sup> février serait répartie entre les dix pays membres au prorata de leurs quotas de production. La production totale du cartel sera ainsi portée de 24,5 mbj, soit 1,5 mbj de plus que les 23 mbj produits par l'OPEP depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

La réunion ministérielle extraordinaire du cartel visait précisément à compenser la perte du brut vénézuélien due à une paralysie totale du secteur pétrolier de ce pays depuis plus de 40 jours. La crise vénézuélienne, attisée par les risques d'une guerre en Irak, a fait flamber le prix du baril à plus de 30 dollars américains sur les marchés de

VOIR PAGE A 8: OPEP



JIM RUYMEN REUTERS

Des milliers de personnes ont pris part à une manifestation contre la guerre en Irak menée par l'acteur américain Martin Sheen, samedi, à Los Angeles. Une autre manifestation est prévue en Californie le week-end prochain, cette fois à San Francisco.

## Ébullition anti-guerre aux États-Unis

L'ampleur et la diversité du mouvement seraient inédites depuis le Vietnam

GUY TAILLEFER  
LE DEVOIR

Poussée de croissance du camp de paix aux États-Unis. Contre la politique belliqueuse de George W. Bush envers l'Irak s'articule une opposition populaire dont l'ampleur et la diversité seraient inédites depuis la guerre du Vietnam.

La classe politique américaine en fait fi et cherche à le faire passer pour antipatriotique, mais il reste qu'un «grand mouvement antiguerre est en train de se former», fondé sur un «malaise généralisé» au sein de l'opinion publique américaine, a affirmé au *Devoir* Scott Lynch, porte-parole de Peace Action, qui se dit l'organisation de paix la plus importante aux États-Unis.

«Le mouvement n'est pas principalement étudiant comme il le fut pendant la guerre du Golfe. Il est beaucoup plus large et diversifié», affirme M. Lynch, joint à Washington. L'affirmation est d'au-

tant plus frappante que, selon l'historien américain Howard Zinn, le mouvement contre la guerre du Golfe, en comparaison même avec les premiers mois de l'escalade militaire au Vietnam,

s'était étendu «avec une vigueur et une rapidité extraordinaires».

«L'Américain moyen n'achète pas du tout l'idée de Bush selon laquelle il faut renverser Saddam Hussein et déclencher des frappes

préventives contre l'Irak», affirme David Barsamian, journaliste-fondateur d'Alternative Radio, à Boulder, au Colorado. «Le mouvement antiguerre est en pleine effervescence.» Si les Américains ont été généralement d'accord avec l'opération lancée par M. Bush en Afghanistan dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, ils le sont beaucoup moins avec ses projets irakiens. Ce que les sondages confirment d'ailleurs, qui dénotent une érosion constante des appuis à une intervention militaire, même multilatérale. «Bush n'est pas crédible», déclare M. Lynch.

VOIR PAGE A 8: ÉTATS-UNIS

■ Bagdad en appelle à ses voisins, page A 5

## Tony Blair ne convainc pas

D'APRÈS L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Une majorité de Britanniques estiment que le président irakien Saddam Hussein ne représente pas une menace suffisante pour justifier une guerre contre son régime, selon un sondage diffusé aujourd'hui par la chaîne privée ITV.

Cinquante-huit pour cent des personnes interrogées par l'institut YouGov ne sont pas convaincues de la menace supposée des armes de destruction massive irakiennes, même si 61 % soupçonnent un

lien entre Saddam Hussein et l'organisation terroriste al-Qaïda d'Oussama ben Laden.

Parallèlement, un sondage publié hier en Californie indique qu'une importante majorité d'Américains sont opposés à ce que le président George W. Bush lance le pays en guerre unilatéralement, c'est-à-dire sans la bénédiction de l'ONU.

Interrogés sur l'objectif principal d'une éventuelle guerre américano-britannique, 30 % des répondants

VOIR PAGE A 8: BLAIR

L'ENTREVUE

## Une pionnière au style direct

La vérificatrice générale Sheila Fraser s'est vite imposée en disant les choses comme elles sont

MANON CORNELLIER  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Sheila Fraser ne s'y fait pas encore. De comptable de haut niveau, elle est devenue, avec son accession au poste de vérificatrice générale en mai 2001, un personnage public incontournable. On la salue dans la rue, on la cite sans arrêt dans les médias.



Sheila Fraser

Elle ne cherche pourtant pas la publicité. «Je ne m'habitue toujours pas. Je réalise que les gens commencent à me reconnaître, et ça me surprend chaque fois. [...] Il faut faire attention à tout ce qu'on dit. Quand on s'entend citée à la télévision les premières fois, on se dit: "oh la la...".», ajoute-t-elle en riant de bon cœur.

Parce que Sheila Fraser a le rire facile, chaleureux et communicatif. Simple et discrète, cette femme est sans prétention aucune, peu importe qu'elle soit, à sa façon, une pionnière. À 52 ans, elle est la première femme à occuper le poste de vérificatrice générale du Canada, un agent du Parlement, indépendant et doté d'un mandat non renouvelable de dix ans.

VOIR PAGE A 8: FRASER

## Portrait de l'artiste en chimpanzé

À Carignan, dans le refuge de la Fondation Fauna, entre deux émissions d'Oprah, les singes sidéens, rescapés des laboratoires de recherche, s'adonnent à la peinture. Après une sortie remarquée à Toronto, leurs œuvres arrivent dans une galerie montréalaise.

STÉPHANE BAILLARGEON  
LE DEVOIR

Billy Jo, poilu de la tête aux pieds, comme tous ses semblables, a ce petit je-ne-sais-quoi d'apparenté dans le regard, avec tout de même un surplus de douleur enfouie, là, tout au fond des yeux.

Il faut dire que son premier propriétaire lui a arraché des dents à la pince-monseigneur.

Il faut dire qu'en 1983, à quinze ans, le singe savant a été vendu à un laboratoire de recherche où on lui a inoculé le virus du sida et fait subir 289 anesthésies.

Il faut dire qu'un jour, à son réveil, fou de rage et de douleur, le cobaye s'est arraché les poches avec les dents qui lui restaient.

Il faut dire que Billy Jo en sait plus sur l'enfer que les morts.

Aujourd'hui, avec ses pattes automutilées, le vieux singe aime peindre de petites toiles abstraites et colorées. Il préfère le bleu et il prend tout son temps pour appliquer l'azur. Chez ses cousins humains, cette couleur symbolise l'idéalisation et le rêve, procure une sensation d'introspection. C'est aussi la couleur du froid...

Les toiles de Billy sont exposées depuis ce week-end dans un local au-dessus de la galerie West End, avenue Green, dans l'arrondissement de Westmount, à Montréal. Elles y resteront deux semaines, en compagnie d'une vingtaine d'«œuvres» de six autres chimpanzés et de grands portraits photographiques des «artistes», la plupart rescapés du même labo. Tous ont le regard triste de Billy Jo.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une photo d'un des sept singes-artistes, entouré de leurs œuvres, présentées par la Fondation Fauna, à Montréal. Les toiles abstraites des rescapés de la recherche sur le sida et l'hépatite se vendent quelques centaines de dollars.

La présentation de *Vies sacrifiées: l'art des chimpanzés en captivité et portraits de Frank Noelker* est organisée par la Fondation Fauna, le premier et le seul refuge de chimpanzés au Canada, installé à Carignan, au sud-est de Montréal. Il en existe cinq autres en Amérique du Nord, mais ce centre québécois a été le premier au monde à accueillir des chimpanzés séropositifs, ce qui a d'ailleurs suscité des craintes publiques en Montérégie, il y a deux ans, même si la Direction de la santé publique juge la présence des animaux sidéens sans danger pour la population.

«Certains de nos pensionnaires ont subi des dizaines de biopsies, à froid», dit Arryn Ketter, porte-parole de la Fondation, rencontrée à la galerie, vendredi dernier. «On nous demande donc souvent s'il ne serait pas préférable d'euthanasier ces êtres qui ont tant souffert. Nous répondons non, et ces œuvres montrent qu'il y a une vie plus ou moins heureuse encore possible pour ces êtres.»

L'objectif est aussi d'amasser des fonds pour agrandir le refuge québécois, mis sur pied en 1997.

VOIR PAGE A 8: CHIMPANZÉ

INDEX

|                   |            |                   |     |
|-------------------|------------|-------------------|-----|
| 7                 | 7831300064 | 1                 |     |
| Annances.....     | B 5        | Idées.....        | A 7 |
| Avis publics..... | B 4        | Météo.....        | B 4 |
| Convergence.....  | B 7        | Monde.....        | A 5 |
| Culture.....      | B 8        | Mots croisés..... | B 5 |
| Économie.....     | B 1        | Religions.....    | B 6 |
| Éditorial.....    | A 6        | Sports.....       | B 5 |
| Fonds.....        | B 3        | Télévision.....   | B 7 |

LES ACTUALITÉS

Au nord de la Place des Arts

L'UQAM nourrit un projet d'agora des sciences

STÉPHANE BAILLARGEON LE DEVOIR

L'UQAM veut ouvrir un centre d'information et de débat sur les sciences rattaché à son campus du centre-ville.

Le projet est baptisé Le Cœur des sciences. Il vise la transformation de la plus ancienne fonderie de Montréal dont les équipements survivent sur le campus, au nord de la Place des Arts.

Le Cœur des sciences proposerait un lieu d'échange, un endroit où il serait possible de tenir des débats sur les enjeux importants entourant l'activité scientifique dans le monde actuel.

«Nous partons du constat que la science n'a pas de visibilité suffisante dans notre société», dit Gilles Gauthier, doyen de la faculté des sciences de l'UQAM.

Les études préliminaires seront achevées dans les prochaines semaines et déposées en mars auprès de la Fondation de l'UQAM qui fournirait le financement nécessaire.

Le plan du Cœur des sciences décrit par le doyen inclut un centre d'interprétation de l'ancienne fonderie et une agora où le public et les savants pourront débattre.

organisé périodiquement au Québec et en France.

Lieux négligés

L'UQAM souhaite en fait trouver de nouvelles vocations à tous les lieux négligés sur cette partie de son campus, encore largement occupée par des stationnements.

Le vaste terrain du centre-ville rassemble plusieurs édifices à vocation scientifique. A lui seul, le pavillon Président-Kennedy, de forme elliptique, abrite les départements des sciences de la Terre et de l'atmosphère.

Un projet de partenariat avec le Cirque du Soleil (CS) a été abandonné récemment. Le cirque pensait installer un hôtel sur une partie du site, qui aurait été louée à très long terme.

Plan de développement de 1,2 milliard à Mont-Tremblant

Les projets d'Intrawest inquiètent citoyens et villégiateurs

Samedi, Le Devoir dévoilait le plan de développement d'Intrawest à Mont-Tremblant, qui prévoit 3000 nouvelles unités d'hébergement, plusieurs nouvelles infrastructures routières et des volets qui toucheraient le parc national voisin.

LOUIS-GILLES FRANCOEUR LE DEVOIR

Les projets privés et publics en planification au Mont-Tremblant sont d'autant plus redoutés par les citoyens, villégiateurs et écologistes locaux que le plan de développement d'Intrawest demeure secret ou d'accès limité à certaines élites locales.

Jean H. Ouimet préside Environnement Mont-Tremblant, un organisme créé il y a deux ans pour chapeauter et faire parler d'une voix commune la douzaine de groupes de citoyens, villégiateurs et écologistes de la région de Saint-Jovite.

La population locale a augmenté de 30 % en cinq ans



L'hôtel et le complexe d'hébergement actuel d'Intrawest à Mont-Tremblant.

tation sur l'évaluation des impacts environnementaux.

«Il est invraisemblable qu'un projet immobilier susceptible d'affecter une région entière avec de nouvelles routes, une vague annuelle de touristes de sept millions de personnes, des ponts à proximité dans les cours d'eau, des étangs artificiels, des barrages, des changements au débit des lacs et cours d'eau, etc., ne puisse pas être débattu globalement par la population qui va devoir assumer les séquelles.»

«A Whistler, ajoute de son côté le président d'Environnement Mont-Tremblant, où Intrawest a développé un autre domaine skiable majeur, les gens ont fait savoir à Intrawest qu'ils entendaient désormais déterminer leurs priorités de développement.»

«Nous ne sommes pas contre les projets de développement d'Intrawest, explique M. Ouimet en entrevue au Devoir. Mais nous voulons les connaître, tous et dans le détail avec une évaluation indépendante de leurs impacts, puisqu'ils vont façonner notre région. Mais jusqu'à présent, la population n'a pas pu les connaître pour en discuter, ce que nous réclamons.»

«Nous voulons avoir une idée des impacts cumulatifs des volets privés et publics de cette planification. Nous ne pouvons accepter d'en avoir une vue fragmentaire, volet par volet. Nous voulons savoir ce qui va arriver aux milieux naturels de grande valeur de notre région, de la qualité de vie des gens et du tissu social actuel.»

Les efforts de la coalition pour obtenir une intervention du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) se sont butés à l'actuelle réglementation.

d'habiter à Saint-Jovite parce que ce sont des gens payés au salaire minimum, qui n'ont généralement que des emplois saisonniers», précise Michelle d'Anjou.

Le milieu social traditionnel serait, disent-ils, en train d'être remplacé progressivement par celui des riches villégiateurs et touristes étrangers alors que les gens de la place se voient confinés non pas à des emplois de haute technologie, mais à des emplois subalternes, temporaires, mal payés, de femmes de chambre, de cuisiniers, de guides, de mécaniciens, etc.

«Nous, on se demande si c'est ça l'avenir économique de la région. Si c'est ça que nous élus nous planifions. On a non seulement le droit de savoir, mais la population a aussi le droit de dire si c'est ça qu'elle veut avant d'être placée devant des faits accomplis. Et ces choix touchent aussi le milieu naturel, le principal capital de la région.»

«En Nouvelle-Écosse et à l'Île du Prince-Édouard, les Américains ont ratissé et acheté tout ce qui est intéressant en bordure de la mer. C'est au point qu'à l'Île du Prince-Édouard, ils ont voté une loi pour limiter ces achats afin d'éviter que la population locale ne soit progressivement dépossédée de son milieu bâti sous la poussée de la spéculation.»

«Cela se remarque certainement [dans le monde]. C'est très embarrassant», a-t-elle commenté. La porte-parole conservatrice en matière de défense, Elsie Wayne, a déclaré pour sa part qu'il était irresponsable de parler de nouveaux engagements internationaux «si nous ignorons le sous-financement chronique de nos forces armées.»

teurs, risquent d'être débordés. La région, dit-il, a déjà le pire score au Québec en matière de décrochage scolaire: est-ce que la multiplication des petits emplois faciles mais peu rémunérés risque d'accentuer le problème?

Visiteurs étrangers

Les groupes s'inquiètent des multiples impacts environnementaux du mégaprojet. Est-ce que l'eau pompée par la station correspond ou dépasse les apports de la pluie? La station aura-t-elle préséance, s'il y a pénurie d'eau, sur la population ou l'entreprise acceptera-t-elle d'assumer cet impondérable comme tout autre facteur économique conjoncturel? La crainte de la coalition, c'est que les «gros intérêts privés» aient priorité...

Les gens de la place se sentent chassés de leur village parce que les taxes suivent les flambées spéculatives qu'ils n'ont pas souhaitées

La coalition Environnement Mont-Tremblant n'est pas sans se questionner par ailleurs sur l'intérêt croissant des visiteurs étrangers pour les lacs de la région où ils commencent à acheter systématiquement.

Québec pourrait renégocier dans dix ans la protection accordée au pic Johansen si l'économie l'exige et qu'il ouvrira en temps et lieu de nouveaux lacs sauvages au profit de nouveaux projets de domaines de villégiature quand tous les condos seront construits. S'il y a flambée des prix pour les chalets de la région, qui en pâtira?

Étude à Santé Canada

De la viande d'animaux clonés?

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Un producteur de bétail s'est informé auprès du ministère fédéral de la Santé de la possibilité de vendre de la viande provenant d'animaux clonés, a indiqué le quotidien Ottawa Citizen, hier.

Karen McIntyre, directrice du Bureau d'intégration de la politique alimentaire de Santé Canada, a confirmé que l'agence évaluait la requête depuis plusieurs mois.

Le nom de la compagnie ou la sorte de viande produite par clonage qu'elle espère vendre ne peuvent être révélés.

Aucune demande pour vendre ce type de viande n'a encore été officiellement déposée, mais un comité composé d'experts des ministères de la Santé, de l'Environnement, de l'Agriculture et des Pêches a été formé pour étudier la question de la nourriture issue du clonage.

Deux compagnies américaines, Prolinia en Géorgie et Cyagra au Massachusetts, essaient déjà de produire des porcs et des bovins clonés.

Le clonage pourrait permettre à un éleveur de sélectionner le meilleur animal et d'obtenir un troupeau composé de veaux identiques produisant de la viande de qualité identique.

Mais le clonage coûte plus cher et comporte plus de risques de malformations congénitales et de mort que la reproduction conventionnelle.

Aucun produit issu d'animaux clonés ou de leur progéniture n'est en vente au Canada ou aux États-Unis pour l'instant.

Guerre en Irak

Le Canada a peu de moyens pour financer sa participation militaire

STEPHEN THORNE PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Une participation militaire du Canada en Irak ne pourra se faire sans nouveau financement pour l'appareil militaire, selon des observateurs.

Le ministre de la Défense, John McCallum, a déclaré la semaine dernière que le Canada, avec ou sans résolution des Nations unies, n'écarterait pas la possibilité de participer à une action militaire contre l'Irak.

Les Américains évalueraient présentement quelle pourrait être la contribution canadienne, qui impliquerait la marine, l'aviation et des unités spéciales de combat. Déjà, les véhicules de reconnaissance Coyote ont été demandés.

Le déploiement de troupes conventionnelles au sol apparaît cependant peu probable, à moins que le Régiment royal canadien ne relève les Américains en Afghanistan.

«Ces questions surgissent alors que John McCallum s'appête à faire le point sur les besoins militaires pour le prochain budget fédéral.»

Des comités gouvernementaux et des groupes de pression ont recommandé entre 1,5 et 4,5 milliards d'argent frais pour le budget de la défense, qui est de 12 milliards.

Mais selon les déclarations du premier ministre Jean Chrétien, l'augmentation ne serait que d'environ 800 millions.

Cela suffira tout juste à couvrir les dépenses courantes de l'armée, a commenté Alain Pellerin, colonel à la retraite et directeur de la Conférence des associations de la défense.

Selon M. Pellerin, l'armée doit pouvoir financer de nouveaux équipements, dont certains sont trop vieux ou en piteux état. Les troupes sont épuisées, justifiant des fonds pour le recrutement et l'entraînement.

«L'an dernier, le Canada se classait 13<sup>e</sup> sur les 18 pays membres de l'OTAN relativement aux dépenses militaires par capita, accordant 395 \$ par personne à la défense tandis que les États-Unis en donnent 2000 \$ et l'Angleterre, 1425 \$.»

«Une priorité parmi d'autres» Jean Chrétien a indiqué que les dépenses militaires sont seulement une des priorités de son gouvernement pour la distribution du surplus budgétaire.

La santé, les infrastructures, les enfants, les autochtones et l'environnement font partie des priorités. «Tout est sur la table. La défense aura une augmentation», a dit M. Chrétien, ajoutant que le montant sera annoncé dans le prochain budget.

Selon le président du Comité des Communes sur la défense, le député libéral David Pratt, le Canada ne pourrait pas contribuer grandement comparativement aux efforts des Américains et des Britanniques.

Pour le député allianciste Deborah Grey, le Canada en demande beaucoup trop à son armée, ce qui l'amène près du point de rupture. «Cela se remarque certainement [dans le monde]. C'est très embarrassant», a-t-elle commenté.

La porte-parole conservatrice en matière de défense, Elsie Wayne, a déclaré pour sa part qu'il était irresponsable de parler de nouveaux engagements internationaux «si nous ignorons le sous-financement chronique de nos forces armées.»

Results for Loto Québec, Super 7, and Extra lotteries for January 11, 2003. Includes winning numbers and prize amounts.

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

Prochaines élections au Québec

## Les libéraux québécois peuvent compter sur leurs cousins fédéraux

PRESSE CANADIENNE

Le ministre fédéral de la Citoyenneté et de l'immigration, Denis Coderre, a affirmé que le Parti libéral du Québec pourrait compter sur l'appui des libéraux fédéraux à l'occasion des prochaines élections provinciales qui pourraient se dérouler le printemps prochain.

Selon M. Coderre, le PLQ a « tous les outils » pour former un prochain gouvernement majoritaire. Affirmant que Jean Charest représentait « l'alternative » au gouvernement Landry, il a affirmé que le chef libéral devait « devenir le prochain premier ministre ».

« On va travailler en conséquence s'il a besoin de nos services », a-t-il dit au réseau NTR.

M. Coderre a ajouté qu'il ne doutait pas des chances des libéraux québécois. Questionné sur ce que feraient les libéraux fédéraux advenant que l'Action démocratique du Québec (ADQ) de Mario Dumont soit mieux placé pour battre le Parti québécois, il a répondu spontanément qu'il n'y avait pas de Plan B au sein des libéraux fédéraux.

De son côté, M. Dumont a réagi à l'invitation de M. Coderre en affirmant que les libéraux fédéraux voulaient se donner les coudées franches en aidant le PLQ à l'occasion des prochaines élections provinciales. « Le Parti libéral [du Québec] devient une succursale. C'est une belle façon pour les libéraux fédéraux de faire taire les provinces », a-t-il affirmé alors qu'il venait d'assister à l'assemblée d'investiture de son parti dans la circonscription lavalloise de Vimont, hier.

Selon M. Dumont, un éventuel gouvernement Charest ne pourrait pas bien défendre les intérêts du Québec si les libéraux fédéraux interviennent dans la campagne électorale. « C'est difficile d'imaginer comment les libéraux québécois vont être les défenseurs sérieux des intérêts du Québec dans des dossiers différents comme le déséquilibre fiscal et l'argent de la santé quand ils vont se faire dire après l'élection, si, par accident, ils sont élus: "c'est nous qui vous avons mis là; c'est nous qui vous avons organisés" », a soutenu le chef de l'ADQ.

Conduite en état d'ébriété

## Gordon Campbell n'entend pas démissionner

DIRK MEISSNER  
EMILY YEARWOOD-LEE  
PRESSE CANADIENNE

Vancouver — Le premier ministre de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, n'entend pas démissionner de son poste en dépit des accusations de conduite en état d'ébriété qui pèsent sur lui aux États-Unis.

M. Campbell a été appréhendé par la police de Maui, à Hawaï, vendredi soir, alors qu'il rentrait d'un dîner chez des amis. Il a été soumis à un test sanguin sur-le-champ.

C'est avec les larmes aux yeux qu'il a fait savoir qu'il ne contesterait pas les résultats de l'examen. Mes actes « auraient pu avoir des conséquences tragiques », a-t-il reconnu hier lors d'une conférence de presse à laquelle assistait son épouse Nancy.

Le premier ministre, qui est passible d'une amende de 1000 \$ US ou de cinq jours de prison, a tenu à présenter ses excuses à sa famille ainsi qu'aux citoyens de la Colombie-Britannique. Il a aussi promis de travailler à regagner leur confiance et leur respect.

« Les mots me manquent pour dire à quel point je regrette mes gestes, a-t-il déclaré. Comment ai-je pu être aussi stupide? Il n'y a pas de réponses simples. J'ai fait une terrible, terrible erreur. »

M. Campbell, qui se décrit comme un buveur social, a par ailleurs dit qu'il consulterait un professionnel pour savoir s'il avait un problème d'alcool. « Je ne boirai plus », a-t-il affirmé.

Appui du caucus

M. Campbell doit rencontrer les membres de son caucus jeudi pour s'excuser personnellement auprès d'eux pour [son] « erreur de jugement ». Dans un communiqué transmis hier, les députés libéraux avaient donné leur appui à leur chef et lui avaient demandé de rester en poste.

La conduite en état d'ébriété n'est pas à prendre à la légère, ont précisé le président et le whip du caucus dans leur déclaration. Ils ont cependant estimé qu'il s'agissait « d'une faute isolée qui ne devrait pas effacer 18 ans de dévouement et d'engagement dans la vie publique de la Colombie-Britannique ».

« Il a passé sa carrière à travailler pour le bien de sa communauté et de la province et nous demeurons dévoués à l'avancement de la Colombie-Britannique avec Gordon Campbell comme chef. »

Les libéraux ont remporté les dernières élections avec une écrasante majorité, enlevant 77 des 79 sièges. Le prochain scrutin ne devrait pas avoir lieu avant mai 2005.

D'ici là, les électeurs pourront se procurer des tasses et des t-shirts décorées de la photo du malheureux premier ministre dans les minutes ayant suivi son arrestation.



Chantal Hébert

La chronique de Chantal Hébert fait exceptionnellement relâche cette semaine.

Pierre Brien annonce sa décision ce matin

## Un souverainiste à l'ADQ

L'ancien whip du Bloc québécois se présentera contre le ministre Rémy Trudel

CLAIRANDRÉE CAUCHY  
LE DEVOIR

Les collègues de Pierre Brien au Bloc québécois sont convaincus qu'il ne renonce pas à ses convictions souverainistes en faisant le saut à l'ADQ.

« Advenant le cas où l'ADQ serait élue, cela me rassure qu'il y ait là un souverainiste compétent comme Pierre Brien. C'est certain qu'il pencherait du bon côté s'il y avait un référendum », a confié hier la députée de Longueuil, Caroline St-Hilaire, qui louait l'intelligence et le côté rationnel de l'ancien whip du Bloc.

Le doyen des jeunes députés du Bloc québécois annoncera aujourd'hui, à Ville-Marie en Abitibi, sa candidature pour l'ADQ dans la circonscription de Rouyn-Noranda-Témiscamingue contre le député-ministre Rémy Trudel.

Un débat gauche-droite

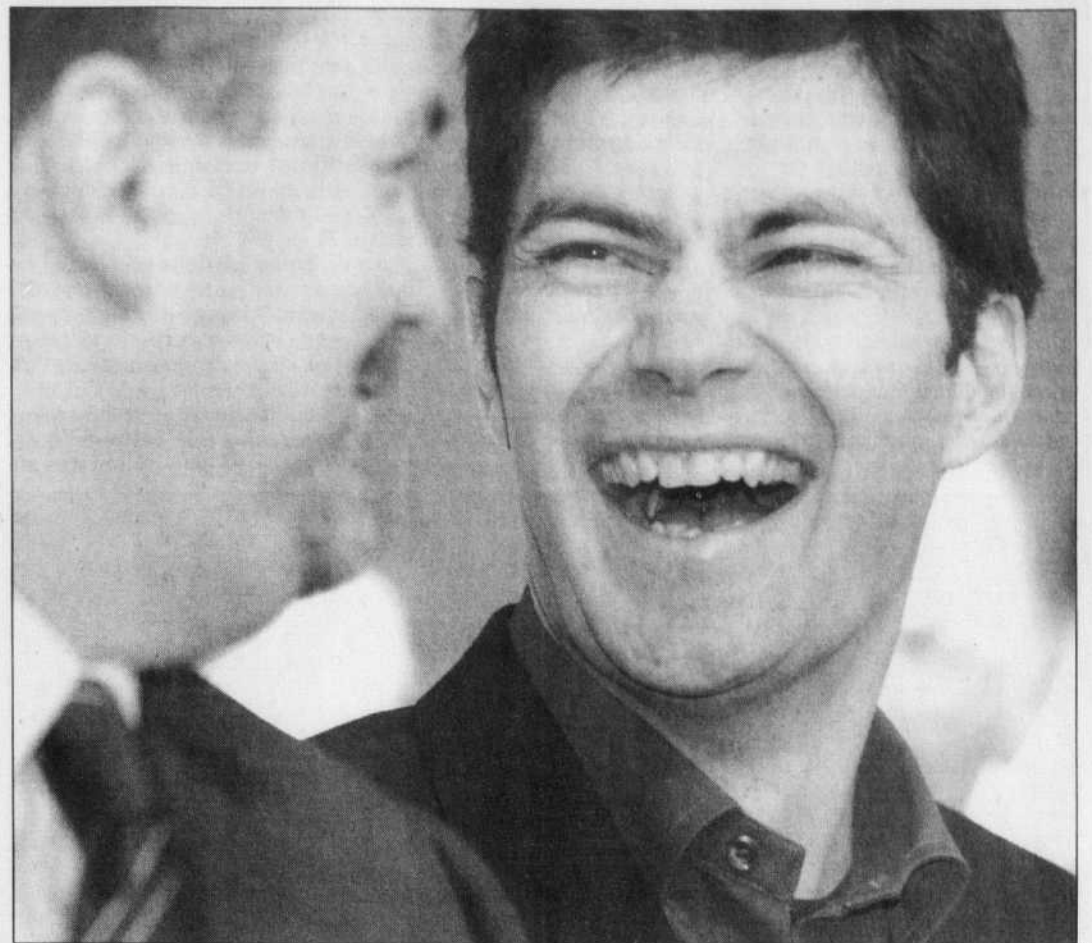
Le député bloquiste de Rosemont-Petite-Patrie, Bernard Bigras, croit lui aussi que Pierre Brien ne met pas sa foi souverainiste de côté en se joignant à la formation de Mario Dumont. « Il semble que l'ADQ présente un projet politique qui lui ressemble plus que celui du PQ sur le plan social. Cela témoigne qu'il peut y avoir des souverainistes qui se situent à différents endroits sur l'échelle de développement social, soit à gauche ou à droite », observe Bernard Bigras, qui dit respecter le choix de son collègue.

Le jeune député ne partage cependant pas sa vision politique et entend « appuyer sans réserve le PQ » aux prochaines élections. Il espère toutefois que « les souverainistes qui appuieront l'ADQ reviendront à la raison quand viendra le temps d'un autre référendum ». Il n'est pas exclu, selon lui, que les deux hommes se retrouvent à nouveau sur une même tribune si un référendum a lieu sur la question nationale.

De son côté, le député de Charlesbourg-Jacques-Cartier, Richard Marceau ne s'étonne pas de la décision de son collègue: « c'est une suite logique dans son positionnement idéologique, il a toujours été assez conservateur; cela ne m'étonne pas qu'il se sente à l'aise avec les positions de l'ADQ », analyse le jeune député. « Personne ne pourra lui reprocher de faire le saut en raison des sondages », poursuit le député de la région de Québec en témoignant de la longue réflexion de son collègue et ami.

L'élu du Bloc québécois estime pour sa part que la souveraineté est plus urgente que jamais devant les velléités centralisatrices du gouvernement fédéral, comme en fait foi le rapport Romanow qui propose de nouvelles normes nationales en santé.

« Pierre arrive à une conclusion différente. Mais il se dit souverainiste, et je ne doute pas de sa parole », conclut Richard Marceau.



Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, félicite son candidat dans Vimont, François Gaudreault, choisi lors de l'assemblée d'investiture tenue hier dans cette circonscription.

Diplômé des HEC en administration des affaires, Pierre Brien a été élu à la Chambre des communes en 1993. Le député de 32 ans a été porte-parole en matière d'industrie, d'affaires intergouvernementales, de revenu et de défense avant d'occuper le poste névralgique de whip en chef du Bloc québécois. M. Brien a quitté ce dernier poste avant les fêtes et a annoncé qu'il songeait à se porter candidat pour l'ADQ.

Pierre Brien affrontera Rémy Trudel, ministre d'État à la Population, aux régions et aux Affaires autochtones, qui avait emporté la dernière élection avec une majorité de plus de 3000 voix.

Assemblées d'investiture

Par ailleurs, l'ADQ a tenu hier, sur un mode pré-électoral, trois assemblées d'investiture. François Gaudreault sera donc candidat dans Vimont, Marie Grégoire, dans Berthier, et Sylvie L'Espérance dans Joliette. Les trois députés adéquistes élus en juin dernier ont été confirmés comme candidats sans opposition.

Le chef du parti a profité de l'occasion pour dénoncer l'intention du gouvernement d'envoyer des patients suivre des traitements de radio-oncologie aux États-Unis.

## Les syndiqués de la Banque Laurentienne votent à 92 % en faveur de la grève

CLAIRANDRÉE CAUCHY  
LE DEVOIR

La tension est montée d'un cran hier dans le conflit qui oppose la Banque Laurentienne à ses employés syndiqués. Quelque 1200 employés réunis en assemblée générale ont voté, dans une proportion de 92 %, en faveur d'une grève générale illimitée à déclencher au moment jugé opportun.

« Nous avons un mandat fort. Si l'employeur ne nous fait pas d'offre intéressante, il y aura grève à la Banque Laurentienne. Nous sommes en pleine période de REER, cela pourrait avoir un impact financier important pour la banque », affirme la négociatrice du Syndicat des employés et employées professionnels-les et de bureau (SEPB-FTQ), Linda Solomon.

Les 2000 employés syndiqués, dont 92 % sont des femmes, sont sans contrat de travail depuis juin 2001.

« Après 18 mois de prétendue négociation, il n'y a toujours rien de réglé dans la convention. Cela prend plus que des rencontres pour une négociation, cela prend une volonté », soutient la négociatrice syndicale qui précise qu'aucune offre salariale n'a encore été déposée par l'employeur.

La Banque Laurentienne exige plusieurs concessions du syndicat, notamment au chapitre de la flexibilité des horaires et des statuts d'emploi. Il est entre autres question d'accroître le recours aux employés temporaires et à temps partiel. L'employeur voudrait



Quelque 1200 employés de la Banque Laurentienne, réunis hier en assemblée générale, ont voté en faveur d'une grève générale

aussi voir précisées les modalités de réaffectation des employés en cas de coupures de postes.

De son côté, le syndicat demande des augmentations salariales de l'ordre de 5 % par année, sur trois ans. Le salaire moyen des syndiqués oscille autour de 30 000 \$ par année. Un médiateur a tenté sans succès de rapprocher les parties entre juin et décembre dernier. Le syndicat a toute-

fois mis fin à la tentative de médiation le 16 décembre dernier et a rejoint à l'employeur de formuler une offre globale de convention collective.

Ce vote de grève constitue un pas de plus dans l'escalade des moyens de pression. « Nous sommes allés à l'assemblée des actionnaires, à Toronto, au printemps dernier; nous avons sensibilisé les analystes financiers; nous avons manifesté à deux reprises

devant les locaux de la compagnie. Mais là, après un an et demi, nos membres sont atteints d'épuisement aiguë. C'est la banque qui nous force à tenir un vote et c'est elle qui nous forcera à déclencher la grève, s'ils ne font pas d'offres », déclare le président du syndicat, Daniel Larose.

En vertu du Code canadien du travail, le syndicat doit donner un préavis de 72 heures avant de commencer à débrayer. Le syndicat peut attendre jusqu'à deux mois après l'assemblée générale avant de lancer ses membres dans une grève illimitée.

Réaction de l'employeur

Du côté de l'employeur, une porte-parole précise que la banque est toujours disposée à retourner à la table de négociation et a demandé au médiateur de convoquer à nouveau les parties. La banque invite ses syndiqués à faire preuve de flexibilité dans l'organisation du travail pour mieux s'adapter aux besoins de sa clientèle.

L'institution financière affirme disposer d'un plan de contingence pour faire face à la grève. Contrairement aux entreprises qui relèvent de la législation québécoise, les institutions financières peuvent recourir à des briseurs de grève pour remplacer leurs employés syndiqués.

L'institution bancaire est la septième en importance au pays et compte 180 succursales au Canada, principalement au Québec et dans la région d'Ottawa.

## Les policiers montréalais auront une formation en éthique

PRESSE CANADIENNE

Un policier devant faire une intervention dans une mosquée doit-il se déchausser, comme le veut la coutume dans ce lieu?

C'est le genre de situations qui seront analysées par les policiers du Service de police de la ville de Montréal lors de leur formation en éthique, a indiqué à La Presse canadienne l'inspecteur-chef Michel Quintal, conseiller en éthique.

Il fait le pari que l'analyse de gaffes ou de comportements in-

adéquats de policiers, survenus dans l'exercice de leurs fonctions, peut en aider d'autres à les éviter.

Le policier Quintal estime que l'exercice offre un double avantage: les policiers rompus à l'éthique se retrouveront moins souvent à la une des journaux ou sous les feux des caméras et feront moins l'objet d'enquêtes disciplinaires ou déontologiques, parce que les citoyens auront été moins nombreux à déposer des plaintes contre eux.

Dans la foulée de l'instauration de la police communautaire, en

1997, la direction du SPVM a résolu de développer la prise de décision éthique au sein de ce corps policier. Un programme-pilote de formation est actuellement en cours. Il est suivi par une quarantaine de personnes, des civils comme des policiers, des superviseurs comme des cadres. Une fois le programme jugé adéquat, la formation sera donnée à l'ensemble du personnel, soit 5000 personnes. On prévoit y mettre de 18 mois à deux ans, avec des groupes ne comprenant pas plus de 20 personnes à la fois.

EN BREF

## Les études pour le TGV sont sur les rails

(PC) — Le ministère des Transports du Québec a lancé un appel d'offres la semaine dernière pour embaucher une firme capable de faire « l'évaluation préliminaire des tracés, des technologies et des coûts d'implantation inhérents à un train à haute vitesse (TGV) », a indiqué le quotidien La Presse. Ce TGV est un projet conjoint entre l'État de New York et le Québec. L'idée avait été lancée par le gouverneur de l'État de New York, George Pataki, lors du Sommet économique Québec-New York, en mai dernier. Le premier ministre, Bernard Landry, et le gouverneur Pataki ont alors signé un protocole d'entente sur la création d'une zone de commerce Québec-New York pour accélérer les échanges et créer des emplois. Le Québec, où passera 15 % du tracé, débourse 75 000 \$ pour cette étude.

## • LES ACTUALITÉS •

Les grâces du gouverneur de l'Illinois

# La peine de mort recule aux États-Unis

La peine capitale n'est plus guère appliquée que dans une poignée d'États du Sud, principalement le Texas

BRIGITTE DUSSEAU  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — La décision historique du gouverneur de l'Illinois George Ryan de gracier 167 condamnés à mort témoigne de la remise en cause croissante de la peine capitale aux États-Unis, en recul notable depuis plusieurs années.

George Ryan, un républicain de 69 ans, a justifié samedi sa décision de commuer toutes les condamnations à mort de son État en peines de réclusion à perpétuité par «le démon de l'erreur» qui, selon lui, hante l'application de la peine capitale. «Erreur dans la détermination de la culpabilité, erreur dans la détermination de qui, parmi les coupables, doit mourir», a-t-il expliqué, soulignant également qu'elle était surtout imposée aux «faibles, aux pauvres, aux ignorants et contre les minorités raciales».

Au total, depuis 1977, 17 condamnés à mort ont été innocents dans l'Illinois, ce qui avait conduit M. Ryan, qui quitte aujourd'hui ses fonctions, à y imposer en janvier 2000 un moratoire sur les exécutions.

De fait, le gouverneur Ryan est devenu le reflet d'une société américaine de plus en plus mal à l'aise avec la peine capitale, qui figure dans l'arsenal juridique de 38 des 50 États mais n'est plus guère appliquée que dans une poignée d'États du Sud, principalement le Texas.

Cette année, «une dizaine d'États devraient examiner des lois abolissant ou suspendant les exécutions», indique William Schulz, directeur d'Amnesty USA.

### Le doute

«En théorie, la peine de mort reste forte, mais dans la réalité, elle perd lentement du terrain», explique à l'AFP Richard Dieter, di-

recteur du Centre d'information sur la peine de mort.

En 2001, le nombre de condamnés dans le couloir de la mort a ainsi baissé pour la première fois depuis 1976. Seulement 155 meurtriers ont été condamnés à la peine capitale, un chiffre en baisse pour la quatrième année consécutive et deux fois inférieur à celui de 1998 (304).

Les exécutions semblent, elles, avoir atteint leur sommet en 1999, quand elles avaient frôlé la centaine avec 98 mises à mort. Elles ont baissé à 85 en 2000 puis à 66 en 2001, avant de repasser à 71 en 2002.

La baisse de la criminalité explique en partie ce recul, mais des dizaines de cas de condamnés à mort innocents ces dernières années ont également instillé le doute dans l'opinion.

Si 70 % des Américains restent favorables à la peine de mort (contre 80 % au milieu des an-

nées 90), seulement 53 % pensent qu'elle est appliquée de façon équitable, selon un récent sondage Gallup.

«Les gens sont toujours en faveur de la peine de mort, souligne Richard Dieter, mais lorsqu'il s'agit de l'appliquer, les procureurs, les jurés sont moins sûrs, conscients qu'ils ne l'obtiendront pas forcément ou qu'elle ne sera peut-être jamais appliquée.»

«Et les opposants à la peine de mort commencent à recevoir un peu d'attention et de respect», ajoute-t-il.

## La peine capitale est abolie dans plus de la moitié des pays

AGENCE-FRANCE-PRESSE

Chicago — Abolie en droit ou de facto dans 111 pays sur 195, selon le décompte d'Amnesty International, la peine de mort est de moins en moins appliquée dans le monde où une quarantaine de nouveaux pays l'ont supprimée depuis une vingtaine d'années.

D'après la Coalition mondiale contre la peine de mort (World Coalition Against Death Penalty, WCADP, constituée en mai dernier notamment avec la participation d'Amnesty International), 76 pays, dont la quasi-totalité des pays européens et presque tous les pays latino-américains, avaient, en 2002, aboli la peine de mort pour tous les crimes, 14 autres pays pour les crimes de droit commun seulement, et 21 pays de facto.

En Europe, la peine capitale est encore formellement en vigueur en Russie pour les crimes en temps de paix. En adhérant au Conseil de l'Europe le 28 février 1996, la Russie s'était engagée à abolir la peine de mort dans les trois ans. Mais la Douma a refusé jusqu'ici de voter l'abolition. Les exécutions sont toutefois suspendues depuis 1996, à la suite d'un moratoire décrété par l'ancien président Boris Eltsine.

Depuis le 3 août 2002, la Turquie est venue s'ajouter à la liste des pays abolitionnistes. Cependant, comme à Chypre et à Malte, la peine de mort est rétablie en temps de guerre.

En Amérique latine, seul Cuba l'applique encore

pleinement. Les autres pays l'ont abolie ou ne l'appliquent que pour des crimes exceptionnels comme, par exemple au Mexique, la trahison en cas de guerre ou l'assassinat d'un chef d'État. Le Guatemala a suspendu les exécutions en attendant le vote d'un projet de loi en faveur de l'abolition, présenté en juillet dernier.

La quasi-totalité des pays européens et presque tous les pays latino-américains ont aboli la peine de mort

Les dernières exécutions officielles en Amérique latine, hormis Cuba et le Guatemala, remontent à 1985 au Chili et 1979 au Pérou. Au Venezuela, premier pays latino-américain abolitionniste, il n'y a pas eu d'exécution depuis 1863.

En revanche, 84 pays maintiennent encore la peine capitale.

La Chine est de loin le pays du monde qui exécute le plus mais ne publie aucune statistique sur ce sujet. Amnesty International a comptabilisé pour l'année 2001, 4015 condamnations, et 2468 exécutions pour l'ensemble du pays, tout en estimant que le véritable chiffre avait été «beaucoup plus élevé».

Pour leur part, les États-Unis font figure d'exception puisqu'ils sont l'un des rares pays à avoir réintroduit la peine capitale en 1976. Depuis cette date, plus de 800 condamnés à mort ont été exécutés et environ 3500 personnes attendent leur

tour dans les couloirs de la mort. L'Iran, l'Arabie saoudite, Taïwan, l'Afghanistan, la Sierra Leone ou le Rwanda ont également exécuté plusieurs dizaines de personnes ces dernières années.



George Ryan, le gouverneur républicain sortant de l'Illinois, a justifié samedi sa décision de commuer toutes les condamnations à mort de son État en peines de réclusion à perpétuité par «le démon de l'erreur».

Rapport interne de l'Agence des douanes et du Revenu du Canada

## Le système informatique de calcul de la TPS est désuet

DEAN BEEBY  
PRESSE CANADIENNE

Halifax — Le système informatique qui doit retrouver la trace de près de 60 milliards décollant de la TPS est si désuet et si peu fiable que les percepteurs d'impôt doivent souvent faire des calculs compliqués à la main, révèle un rapport interne de l'Agence des douanes et du Revenu du Canada.

Conçu et mis au point en moins de 18 mois, à la veille de l'entrée en vigueur de la taxe en janvier 1991, le système manque de souplesse, peut-on lire dans le document obtenu en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Ce manque de flexibilité, allié à plusieurs autres problèmes importants, oblige les employés à effectuer eux-mêmes des opérations qui

devraient être automatisées.

Par exemple, le système ne parvient pas à calculer correctement les pénalités et les intérêts. De plus, comme il ne conserve pas de traces des opérations réalisées, il complique le travail des inspecteurs qui enquêtent sur les fraudes. Finalement, il n'est compatible avec aucun des autres systèmes de perception de taxes utilisés par l'agence. Le système fournit une «information statistique lourde et incomplète» qui le rend difficile à administrer, précisent les experts qui l'ont analysé. Les résultats des calculs sont «incorrects ou incomplets».

Pour corriger ces faiblesses, l'organisme gouvernemental devra dépenser des millions de dollars. Après plusieurs tentatives avortées au cours des années 1990, un ambitieux projet de modernisation a fi-

nalement été mis en branle en mai 2000. Le nouveau système devrait notamment permettre aux Canadiens de consulter leur état de compte sur Internet.

### Et les coûts ?

Selon le rapport, la mise à niveau devrait prendre fin en 2006-2007. Le document consulté par la Presse canadienne — une version épurée du rapport interne — ne contient aucune indication quand au coût réel de l'opération.

«Nous ne pouvons divulguer les chiffres en ce moment parce que ce ne sont que des estimations et qu'ils n'ont pas tous été approuvés», a expliqué une porte-parole de l'agence, Colette Gentes-Hawn.

D'après elle, il a fallu plus d'une dizaine d'années avant que le gouvernement entreprenne de ré-

soudre les problèmes du système en raison des nombreux changements au mode de perception de la taxe. «Ce n'est que maintenant que nous pouvons commencer à faire des plans de modernisation à long terme», a-t-elle insisté.

Chaque année, l'Agence des douanes et du Revenu du Canada reçoit environ huit millions de demandes de remboursement de TPS provenant de quelque 2,4 millions d'entreprises.

Au cours des derniers mois, les médias ont fait état de plusieurs cas de fraudes à la TPS, notamment en Ontario, où 18 personnes ont été accusées d'avoir mis sur pied un faux réseau de ventes de véhicules automobiles pour obtenir des remboursements de TPS. D'après certains économistes, les fraudes s'élevaient à environ un milliard par an.

Sondage Léger Marketing

## Les Canadiens préfèrent l'enterrement, les Québécois l'incinération

LIA LÈVESQUE  
PRESSE CANADIENNE

Si les Canadiens préfèrent être enterrés après leur mort, il en est autrement des Québécois, qui préfèrent être incinérés.

Un sondage Léger Marketing, dont les résultats ont été communiqués à la Presse canadienne, révèle en effet que les proportions sont les mêmes chez les Canadiens et les Québécois, mais inversées.

Ainsi, 53 % des Canadiens veulent être enterrés, alors que 33 % souhaitent être incinérés. À l'opposé, 53 % des Québécois veulent être incinérés, alors que 32 % souhaitent être enterrés.

Les Québécois sont les seuls, au pays, à préférer l'incinération à l'enterrement. La constatation peut paraître surprenante, compte tenu de la tradition catholique moins encline à l'incinération.

À la Corporation des thanatologues du Québec, qui regroupent 470 membres œuvrant dans 75 %

des entreprises funéraires du Québec, le secrétaire général Henri Gibeau avance quelques hypothèses pour expliquer ces comportements distincts. «C'est peut-être une question de valeurs, de mode de vie plus contemporain» pour les Québécois, qui «croient moins aux symboles», avance-t-il. Peut-être aussi que les Québécois voient l'incinération comme «plus pratique» et plus économique. Les Canadiens du reste du pays seraient toutefois «plus traditionnels, plus conservateurs», donc plus attachés à la tradition de disposer des corps en les enterrant, suppose M. Gibeau.

### Dons d'organes

D'autre part, les Canadiens, et encore davantage les Québécois, sont assez ouverts à l'idée de donner leurs organes lors de leur décès.

Ainsi, 44 % des Canadiens affirment avoir prévu faire don de leurs organes à leur décès, alors

que la proportion atteint 53 % chez les Québécois. Les Québécois seraient les Canadiens les plus «généreux» à ce chapitre.

Mance Cléroux, directrice générale de Québec Transplant, l'organisme mandaté par le ministère québécois de la Santé et des Services sociaux pour assurer la coordination des dons d'organes, ne s'étonne «pas vraiment» de ces proportions. «Les gens à qui je parle me disent: "oui, on a fait ça"» (apposer l'autocollant nécessaire sur sa carte d'assurance-maladie).

Mme Cléroux explique tout de même les listes d'attente pour la transplantation d'organes par d'autres facteurs: la nécessaire compatibilité des organes, leur bon état, les délais très rapides pour procéder et les familles des personnes décédées.

Le sondage a été réalisé du 19 au 24 novembre dernier auprès de 1501 Canadiens. Il comporte une marge d'erreur de 2,5 %, 19 fois sur 20.

## Disney en Chine



LE DÉBUT des travaux de construction du premier parc thématique Disney en Chine a été souligné en grande pompe hier à Hong Kong. Le Disneyland chinois devrait ouvrir ses portes au cours des premiers mois de 2006.

Navette spatiale Columbia

## Un lancement sous haute surveillance

AGENCE-FRANCE-PRESSE

Washington — Le lancement de la navette spatiale Columbia, prévu jeudi du centre spatial Kennedy, à Cap Canaveral (Floride), sera encadré de strictes mesures de sécurité, en raison de la présence à bord du premier astronaute israélien.

Outre Ilan Ramon — un colonel

de l'armée de l'air israélienne ayant participé à des missions de combat contre les armées arabes — une importante délégation israélienne était aussi attendue sur place pour assister au tir.

Les noms des personnalités gouvernementales israéliennes ayant fait le déplacement ne seront annoncés qu'au dernier moment pour des raisons de sécurité, a-t-on appris.

LE DEVOIR

## LE MONDE

Un coup monté, dit la Corée du Nord  
Pyongyang nie avoir reconnu développer un programme nucléaireCHRISTOPHER TORCHIA  
ASSOCIATED PRESS

Séoul — La Corée du Nord a démenti hier avoir reconnu développer un programme secret d'armement nucléaire, menaçant de transformer les États-Unis en «mer de feu» s'ils persistaient à la défier, tandis qu'un émissaire américain est arrivé en Corée du Sud pour des négociations.

Le secrétaire d'Etat adjoint James Kelly devait rencontrer le président-élu Roh Moo-hyun, pour qui la crise ne peut être résolue que diplomatiquement, ainsi que le ministre sud-coréen des Affaires étrangères Choi Sung-hong et deux conseillers du président à la sécurité.

En octobre, les États-Unis avaient annoncé que la Corée du Nord avait admis posséder un programme d'armement nucléaire au cours d'une visite de James Kelly à Pyongyang. Un tel programme violerait l'accord passé en 1994 avec les États-Unis, qui s'étaient engagés à fournir de l'énergie à la Corée du Nord si elle gelait ses opérations dans ses installations nucléaires. Washington et ses alliés ont arrêté en décembre les livraisons de pétrole.

«L'allégation selon laquelle nous aurions reconnu développer des armes nucléaires est une invention montée

de toutes pièces par les États-Unis dans un but sinistre», a affirmé le journal officiel nord-coréen *Rodong Sinmun*, cité par l'agence sud-coréenne Yonhap.

«Si les États-Unis se soustraient à leurs responsabilités et nous défient, nous transformerons la citadelle des impérialistes en mer de feu», a averti le journal.

Les États-Unis pensent que la Corée du Nord détient une ou deux armes nucléaires et pourrait en fabriquer d'autres d'ici six mois si elle réactive son usine de retraitement de plutonium. Samedi, un responsable nord-coréen a affirmé que l'usine située au nord de la capitale était prête à fonctionner.

Durant une visite en Russie qu'il achevait hier, le premier ministre japonais Junichiro Koizumi a de nouveau fait part de ses inquiétudes sur la crise nord-coréenne, lançant un appel à ne pas isoler la Corée du nord, une position partagée par Moscou, qui souhaite un «dialogue constructif» avec Pyongyang.

Après avoir annoncé vendredi qu'il se retirait du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), le régime communiste a menacé samedi de reprendre ses essais de missiles balistiques à longue portée.

La Corée du Sud a réaffirmé hier sa préférence pour la voie diplomatique. «La position du gouvernement ne varie pas: il fera de son mieux pour résoudre le problème nucléaire nord-coréen pacifiquement, par la

diplomatie», a déclaré à Yonhap le conseiller à la sécurité nationale Yim Sung-joon, de retour d'un voyage à Washington et à Tokyo.

## Pour un pacte de non-agression

De son côté, Bill Richardson, gouverneur démocrate du Nouveau-Mexique, a exhorté hier l'administration Bush à négocier avec les autorités nord-coréennes un pacte de non-agression pour mettre un terme à la crise.

Ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU et spécialiste du dossier nord-coréen, Richardson s'est entretenu durant trois jours de façon officieuse avec les membres d'une délégation nord-coréenne reçue à Santa Fe.

«Je pense que l'administration doit simplement attraper le téléphone et entamer des discussions préliminaires au siège des Nations unies à New York pour préparer des pourparlers plus larges», a-t-il déclaré sur l'antenne de la chaîne ABC.

Richardson, ancien secrétaire à l'Énergie de Bill Clinton, a en outre manifesté son désaccord avec le département d'Etat qui a déploré, à l'issue des discussions de Santa Fe, le fait que les représentants de Pyongyang n'aient pas abordé les questions préoccupantes pour la communauté internationale.



REUTERS

Leopoldo Galtieri: l'un des visages incarnant l'ère la plus noire de l'histoire de l'Argentine.

Décès de Galtieri,  
«l'homme  
des Malouines»ÉRIC DOMERGUE  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Buenos Aires — L'ancien dictateur argentin Leopoldo Galtieri, mort hier à l'âge de 76 ans, restera pour ses compatriotes celui qui a précipité son pays dans la désastreuse campagne des îles Malouines.

Il souffrait depuis plusieurs années d'un cancer du pancréas, qui a fini par l'emporter, à l'hôpital militaire central de Buenos Aires. Un de ses pairs, l'amiral Emilio Massera, est lui hospitalisé depuis plusieurs semaines dans un état grave à la suite d'une hémorragie cérébrale.

Avec Jorge Videla, Emilio Massera, Roberto Viola et Reynaldo Bignone, Galtieri était l'un des visages incarnant l'ère la plus noire de l'histoire de l'Argentine: la dictature militaire commencée le 24 mars 1976 et terminée le 10 décembre 1983, qui fit 30 000 morts et disparus.

Laura Bonaparte, l'une des mères de la Place de Mai, qui a perdu sept membres de sa famille pendant la dictature a réagi ainsi à la nouvelle: «Galtieri est mort sans nous dire où sont les corps de nos enfants [...] Il a eu une fin trop douce. Je n'oublie pas la cruauté de ce monsieur, non seulement envers les Argentins, mais aussi envers tout les Latino-Américains, du fait de sa persécution des opposants des pays limitrophes. Il emporte dans la tombe la marque de l'impunité. Il reste pour l'histoire qu'en Argentine justice n'a pas été rendue».

Né le 15 juillet 1926, Leopoldo Galtieri sort, diplômé en poche à tout juste 23 ans, de la célèbre Ecole des Amériques pépinière des dictateurs latino-américains. Grand, portant beau et jouant de ses yeux bleus — Ronald Reagan l'avait surnommé le général majestueux —, il cultivait avec soin son apparence de *caudillo*, recevant ses hôtes un verre de whisky à la main.

Le coup d'Etat de 1976 le bombarde commandant du 2<sup>e</sup> corps d'armée à Rosario (à 310 kilomètres au nord de Buenos Aires). Il y couvrira de son autorité certaines des exactions les plus horribles de la dictature. Du 22 décembre 1981 au 17 juin 1982, il devient le troisième président du «processus de réorganisation nationale», devenant de facto chef de l'Etat.

Mais la Junte est alors confrontée à la montée du mécontentement populaire, provoqué par l'échec de sa politique de libéralisation économique. Les syndicats défient le pouvoir en rassemblant une foule nombreuse sous les fenêtres mêmes du palais présidentiel, la Casa Rosada.

Trois jours plus tard, le 2 avril 1982, Galtieri lance son pays dans l'aventure des Malouines (Falklands en anglais), des îlots inhospitaliers occupés depuis un siècle et demi par la Grande-Bretagne. Depuis toujours, l'Argentine revendique ces îles et leur reconquête est accueillie avec enthousiasme par la population. Mais l'opération, improvisée, tourne rapidement au désastre. Le 17 juin, Galtieri est relevé de ses fonctions par une Junte dont les jours sont désormais comptés.

«Le manque de perception de la réalité, la confusion entre ses désirs et ce qui était faisable furent la constante de l'action du «général majestueux», remarque alors Luis Moreno Ocampo, le procureur qui obtient en 1986 la condamnation de Galtieri pour son «incompétence» en tant que chef militaire.

Dès 1990, Galtieri bénéficie d'une grâce du président Carlos Menem. Mais il ne peut quitter l'Argentine devant les multiples plaintes déposées à l'étranger pour les graves atteintes aux droits de l'homme commises lorsqu'il dirigeait la région de Rosario. Le 11 juillet 2002, l'ex-dictateur est interpellé pour l'enlèvement et la «disparition» en 1980 de 20 militants de l'organisation péroniste d'extrême gauche Montoneros. Il échappe toutefois à la prison, la loi argentine prévoyant des arrêts domiciliaires pour les personnes de plus de 70 ans.



REUTERS

Bruits de bottes: nouveaux départs hier de soldats américains pour la région du Golfe.

Bagdad appelle ses voisins à  
se liguer contre Washington

Bientôt 150 000 soldats américains dans la région du Golfe, selon le New York Times

AGENCE FRANCE-PRESSE ET REUTERS

Bagdad — Le président irakien Saddam Hussein a estimé hier que «seuls les pays de la région sont capables d'empêcher l'agression américaine» contre l'Irak, alors que les États-Unis sont en train de masser dans la région du Golfe une force qui pourrait dépasser 150 000 hommes.

«Les équipes d'inspecteurs sont présentes, la coopération se poursuit avec elles, mais si l'Amérique veut trouver une couverture pour l'agression, seuls les pays de la région l'en empêcheront», a déclaré le président Saddam Hussein en recevant le ministre turc du Commerce extérieur, Kursat Tuzmen.

Le premier ministre turc Abdullah Gul a également estimé que les pays de la région devaient tout faire pour trouver une solution pacifique à la crise irakienne. Il faut «saisir les dernières chances pour éviter une guerre, dont le prix serait payé par le peuple irakien et tous les autres peuples de la région», a déclaré Abdullah Gul, au terme d'une visite à Téhéran.

Ces déclarations surviennent alors que les États-Unis accélèrent les préparatifs pour une éventuelle guerre en massant dans la région une force qui, selon le *New York Times*, pourrait atteindre 150 000 hommes d'ici février.

La moitié de ces effectifs sont déjà dans la région, soit quelque 66 000 hommes, selon des chiffres

confirmés par le ministère américain de la Défense.

Trois ordres importants de mobilisation signés par le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, deux d'un total de 62 000 soldats au cours des dernières vingt quatre heures et un d'environ 25 000 le 24 décembre.

## Comme en 1944?

Une éventuelle intervention américaine en Irak s'apparenterait plus aux opérations de la Deuxième Guerre mondiale et de la guerre de Golfe de 1991 qu'à la guerre du futur, selon un analyste militaire publié hier dans le *Los Angeles Times*, William Arkin.

«Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a approuvé un plan de guerre pour l'Irak qui s'apparente plus au Débarquement [de 1944 en Normandie] et à la Deuxième Guerre mondiale qu'à sa vision caractéristique d'une guerre souple et rapide comme l'éclair», selon M. Arkin. Donald Rumsfeld avait peu avancé ses efforts pour remodeler les conceptions de son département avant les attentats du 11 septembre 2001, et désormais il n'en a plus le temps, selon cet expert.

«Le mois dernier, le secrétaire à la Défense s'est rendu aux traditionalistes, approuvant secrètement un plan de guerre en Irak qui voit les forces américaines s'appuyer largement sur des chars, de l'artillerie et de l'infanterie lourde», affirme M. Arkin.

Sharon accuse  
Yasser Arafat  
d'ingérence

Regain de violence à deux semaines des législatives

GWEN ACKERMAN  
REUTERS

Jérusalem — Ariel Sharon a accusé hier Yasser Arafat d'ingérences dans les affaires intérieures israéliennes pour avoir exhorté les militants palestiniens à mettre fin aux attentats contre des civils avant les élections législatives israéliennes du 28 janvier.

Au moins onze personnes ont par ailleurs été tuées, dont sept Palestiniens et deux Israéliens dans les territoires autonomes et en Israël, dans un regain de violence à seize jours des élections.

Dans un communiqué publié samedi soir, l'Autorité palestinienne avait condamné «tous les actes de violence visant des civils palestiniens ou israéliens».

«A l'approche des élections israéliennes, nous appelons tout notre peuple à faire preuve de retenue», ajoutait l'exécutif palestinien.

Aux yeux de nombreux commentateurs, une période de calme pré-électorale pourrait favoriser le Parti travailliste et son chef de file Amram Mitzna qui, à la différence de Sharon, s'est engagé à renouer les fils du dialogue en cas de victoire aux législatives du 28 janvier.

L'Autorité autonome ne fait d'ailleurs pas mystère de ses préférences et Sharon, malmené par les affaires et en baisse dans les sondages, semble déterminé à reprendre l'avantage acquis dans la répression du soulèvement palestinien.

«Le meurtre d'Israéliens est non seulement un objectif constant et permanent du chef de l'Autorité palestinienne, c'est également un but politique», a affirmé hier le chef du gouvernement lors du Conseil des ministres, accusant une fois de plus Yasser Arafat d'être personnellement impliqué dans la promotion de la violence.

L'Autorité autonome rejette avec force ces accusations et condamne régulièrement les attentats suicides. Le dernier appel au calme d'Arafat coïncide avec un scandale financier qui a sérieusement entamé l'avantage dont le premier ministre et sa formation, le Likoud, disposaient jusqu'ici.

Les sondages du week-end créditent le parti de droite de 27 à 30 sièges, contre 24 au Parti travailliste. Avant que le quotidien *Haaretz* ne dévoile cette semaine un scandale portant sur un prêt de 1,5 million de dollars accordé par un homme d'affaires sud-africain au fils de Sharon pour rembourser la campagne menée en 1999, le Likoud caracolait dans les intentions de vote, crédité de 41 sièges sur les 120 que compte la Knesset.

Sur le terrain, l'appel au calme lancé par l'Autorité palestinienne n'a pas empêché l'armée israélienne de procéder à deux raids dans la bande de Gaza, à Khan Younés et Beit Hanoun, qui se sont soldés par la mort de deux Palestiniens.

A la frontière israélo-égyptienne, l'armée israélienne a intercepté un commando qui s'était infiltré en territoire israélien, tuant deux de ses membres.

AFRIQUE

## La démocratie en dents de scie

AGENCE FRANCE-PRESSE

Nairobi — Le bon exemple du Kenya, où le président Daniel arap Moi, au pouvoir depuis 24 ans, vient de céder la place à Mwai Kibaki, leader de l'opposition élu le 27 décembre, ne peut faire oublier les nombreux mauvais points obtenus dans d'autres pays d'Afrique en matière de démocratie.

On espérait beaucoup des législatives de vendredi à Djibouti, les premières élections vraiment multipartites de l'histoire du pays, mais la nouvelle victoire totale du régime du président Ismaël Omar Guelleh est contestée par l'opposition, qui crie à la fraude et affirme avoir remporté au moins 22 des 65 sièges à l'Assemblée.

Si le président kényan, âgé de 78 ans, a surpris lorsqu'il a quitté la présidence en souhaitant bonne chance à son successeur, le comportement de nombre d'autres chefs d'Etat africains illustre à quel point il est difficile, sur ce continent, d'accepter de renoncer au pouvoir.

L'exemple le plus éloquent est le Togo. Le parlement y a modifié en toute fin d'année 2002 la Constitution de 1992, ouvrant la voie à une nouvelle candidature en 2003 du président Gnassingbé Eyadéma, doyen des chefs d'Etat africains, au pouvoir depuis bientôt trente

six ans. «Une honte pour l'Afrique», a commenté à Nairobi le *Daily Nation*, le plus grand quotidien kényan. «Par rapport à ce qui s'est passé dans ce minuscule pays d'Afrique de l'ouest, nous, Kényans, pouvons nous considérer comme chanceux», a insisté le journal.

A Madagascar, la démocratie l'a échappé belle. Marc Ravalomanana, donné vainqueur du premier tour du scrutin en décembre 2001 devant Didier Ratsiraka, a délibérément refusé un second tour et s'est proclamé président, n'obtenant sa véritable légitimité qu'aux législatives de décembre 2002, qu'il a très largement remportées.

Aux Comores, la tension monte entre les trois îles de l'archipel et le président de leur Union toute récente, le colonel Azali Assoumani.

Aux Seychelles, France-Albert René, arrivé au pouvoir dans un coup d'Etat en 1977, a été réélu pour cinq ans en 2001.

Au Zimbabwe, Robert Mugabe, au pouvoir depuis vingt-deux ans, a été réélu pour six ans en mars 2002, avec 56,2 % des voix. L'Organisation de l'unité africaine (OUA, devenue Union africaine, UA) a jugé l'élection «libre et juste», contrairement à de nombreux pays et à l'opposition, qui a dénoncé des méthodes «d'intimidation».

En Afrique de l'ouest, le bon exemple est venu du

Sénégalais Abdou Diouf, battu par Abdoulaye Wade à la présidentielle de mars 2000 et qui s'est retiré après dix-neuf ans de pouvoir pour s'installer en France. Il a été récompensé en étant choisi en 2002 pour diriger la Francophonie.

Bon point également au premier ministre cap-verdien Carlos Veiga battu à la présidentielle de 2001 par son adversaire de gauche, Pedro Pires, par seulement 12 voix d'écart, et au président malien Alpha Oumar Konaré, qui avait fini ses deux mandats de cinq ans et ne s'est pas présenté à la présidentielle de mai 2002.

Mais en Guinée, un référendum a modifié la Constitution en novembre 2001, permettant notamment un nombre illimité de mandats présidentiels et supprimant la limite d'âge des candidats. Le général-président Lansana Conté, 68 ans, est au pouvoir depuis 1984.

Omar Bongo est au pouvoir au Gabon depuis 1967, Teodoro Obiang Nguema depuis 1979 en Guinée équatoriale, où il a été réélu en décembre 2002 avec 97,1 % des suffrages, Paul Biya au Cameroun depuis 1982.

Le Sénégalais Léopold Sedar Senghor et le Sud-Africain Nelson Mandela, organisateurs de leur propre départ, respectivement en 1980 et 1999, n'ont guère d'adeptes.

Robert Mugabe  
sur le point de  
démissionner?

AGENCE FRANCE-PRESSE

Londres — Des responsables du parti du président zimbabwéen Robert Mugabe ont proposé au chef de l'opposition Morgan Tsvangirai un projet prévoyant la démission du chef de l'Etat et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, rapporte aujourd'hui le quotidien britannique *Times*.

Aux termes de ce plan secret, le président Mugabe, 78 ans, obtiendrait en échange de son départ la garantie de son immunité et la possibilité de trouver asile à l'étranger, indique le journal.

M. Mugabe, dont le pays traverse une grave crise économique, aurait donné son accord à ce projet, selon le *Times* qui cite des sources proches de l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF, parti au pouvoir).

Ces propositions ont été soumises au chef du principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), Morgan Tsvangirai, qui les a confirmées au *Times*, affirme le journal.

M. Tsvangirai s'est dit prêt à soutenir le projet, y compris à garantir au président Mugabe qu'une poursuite ne serait engagée à son encontre s'il quittait le pouvoir, poursuit le journal.

## É D I T O R I A L

Bonne chance,  
M. Gourd

La télévision de Radio-Canada continue de perdre des téléspectateurs, nous apprend le plus récent sondage BBM rendu public la semaine dernière. Cette nouvelle glissade rend encore plus indispensable l'adoption d'un plan de relance sur lequel planche le nouveau patron de la chaîne, Daniel Gourd. Mais peut-il relever le défi, qui prend par moments des allures de quadrature du cercle?

La perte d'auditoire enregistrée cet automne à la SRC replace à l'avant-scène, avec une urgence inédite, des questionnements trop longtemps mis sous le tapis dans la tour de Radio-Canada. Non pas que les cotes d'écoute doivent représenter la mesure suprême du succès de Radio-Canada. Au contraire. La mission d'une télévision publique n'est pas la même que celle du secteur privé, qui vise d'abord à faire des profits. Cependant, au-delà d'un certain seuil d'auditoire, la question de la pertinence du service se pose nécessairement, que ce service soit privé ou public.

La situation dans laquelle se trouve Radio-Canada n'est pas unique. De nombreuses télévisions publiques, européennes notamment, sont confrontées depuis dix ans au renforcement qualitatif des télévisions privées et, surtout, à l'explosion des chaînes spécialisées. Ici au Québec, ces dernières récoltent désormais 20% de l'auditoire. Le téléspectateur type de Radio-Canada peut regarder des documentaires à Canal D et des émissions culturelles à ARTV. Nul besoin d'être particulièrement perspicace pour constater que l'écoute de la télé est aujourd'hui très fragmentée. Chaque membre de la famille a «son» émission, à moins qu'il n'occupe son heure de loisir à naviguer sur Internet. Mais au-delà de la dictature des cotes d'écoute, la télé publique maintient un certain niveau de qualité qui justifie son existence en rehaussant l'ensemble de l'offre télévisuelle.

Radio-Canada a longtemps joué ce rôle, cela est indéniable. Par exemple, les téléromans présentés à TVA seraient beaucoup plus quelconques aujourd'hui si le modèle radio-canadien n'avait servi de comparaison. Mais aujourd'hui, peut-on continuer à affirmer que Radio-Canada est le garant de la qualité à la télé? La SRC oblige-t-elle encore les autres télé à maintenir, voire à améliorer la facture de leurs émissions? Une réponse négative ouvrirait la porte à toutes les remises en question.

Par ailleurs, au-delà des chiffres bruts, le dernier sondage BBM apporte tout de même quelque réconfort. La SRC se tire bien d'affaire dans le secteur des affaires publiques, avec *Enjeux*, la *Facture* et *Zone libre*. Cependant, la situation est tout autre en information, à 18h comme à 22h. À 18h, la direction a misé sur une formule plus accessible, plus près du peuple. Mais à ce jeu, TVA et TQS resteront toujours les champions, pendant que l'auditoire cible de la chaîne sera insatisfait. Quant à *Téléjournal*, il n'est plus le navire amiral qu'il fut autrefois. Les cotes d'écoute ont chuté de 27% en un an. La hiérarchie des actualités est souvent discutable et la perspective, qui donne une valeur ajoutée à l'information, n'est pas toujours au rendez-vous. Quant à *Point*, qui suit le *Téléjournal*, il n'est plus que l'ombre de lui-même. Un sérieux examen s'impose, avec d'autant plus d'urgence que, s'il est un domaine où la télévision publique doit se démarquer, c'est bien dans sa mission d'information.

Qu'importe si les émissions d'humour raflent huit des dix premières positions du palmarès des émissions les plus écoutées, la SRC ne justifiera jamais son existence en copiant les autres. À quand une émission culturelle en soirée, la semaine, à une heure de grande écoute?

La partie ne sera pas facile. La recette miracle n'existe pas. Mais il est temps pour Radio-Canada de recentrer ses activités autour de sa vraie mission, sans manger à tous les râteliers. Ainsi, elle retrouvera sa personnalité véritable, surtout si elle peut augmenter le niveau de productions maison.

Encombrement chez  
les démocrates

Depuis le retrait d'Al Gore, les rangs des candidats à l'investiture démocrate grossissent à vue d'œil. Après que le sénateur John F. Kerry du Massachusetts eut dévoilé son intention, plusieurs lui ont emboîté le pas. Le gouverneur du Vermont Howard Dean, le représentant du Missouri Richard A. Gephardt, le sénateur de Caroline du nord John Edwards et le pasteur Al Sharpton participeront à la course. Dans les jours qui viennent, le sénateur du Connecticut Joseph Lieberman devrait confirmer son ambition alors que les sénateurs Bob Graham, Christopher Dodd, Joseph Biden et l'ex-candidat Gary Hart préciseront s'ils seront ou non de la partie. En attendant un premier constat s'impose: le nombre de prétendants a rarement été aussi élevé.

Cela étant, avec Dean et Edwards nous sommes en présence de politiciens qui visent davantage le long terme, de politiciens qui cherchent à se constituer un capital, notamment d'image, pour la prochaine élection qui aura lieu en 2008. Avec Sharpton, le tribun de Harlem, il s'agit de tout autre chose. Cet ardent défenseur des droits civiques a martelé que le but de sa campagne consistait à battre en brèche la mainmise de l'argent sur le mécanisme électoral. L'obligation faite à tout candidat, obligation non écrite, d'être un millionnaire pour aspirer à la Maison-Blanche est pour lui une grave entorse à la démocratie. Conscient que ses chances de devenir président sont pratiquement nulles, Sharpton entend mettre son talent oratoire au service de l'égalité des chances en politique.

Ces messieurs mis à part, il reste ceux qui seront vraisemblablement les finalistes. Il s'agit de Kerry, Lieberman et Gephardt. Vétéran du Vietnam, Kerry a ceci de séduisant pour les militants du parti qu'il est opposé à la politique arrêtée par Bush concernant l'Irak. Sur ses concurrents, il a un avantage certain: l'argent. Sa femme étant l'héritière de la compagnie Heinz, il va bénéficier d'une cagnotte non négligeable même s'il affirme qu'il n'usera pas un cent obtenu du ketchup. Gephardt a pour lui une longue fréquentation du Capitole, le respect d'une majorité de militants, une bonne maîtrise des dossiers économiques et l'expérience de ce type de campagne. Il fut candidat en 1988. Par contre, beaucoup lui reprochent d'avoir épousé les vues de Bush sur l'Irak sans jamais avoir cillé. En ce qui concerne Lieberman, l'état de son discours étant ce qu'il est, c'est à se demander ce qui le différencie de Bush.

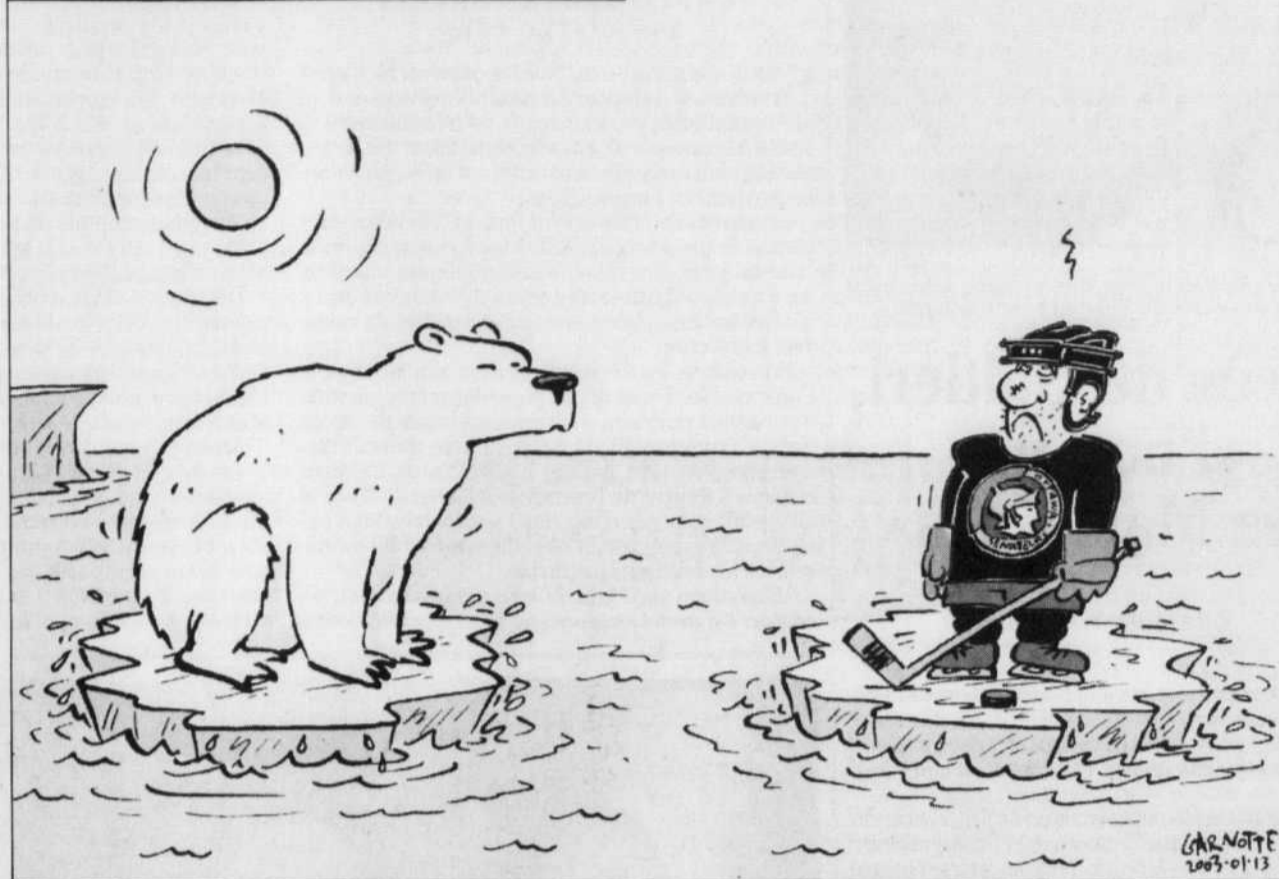
Tout cela rappelé, il reste une grande inconnue: Gary Hart. Si ce politicien très populaire en son temps décide d'y aller, c'est qu'il veut en découdre avec les représentants du courant dit des «nouveaux démocrates» que Bill Clinton avait créé.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

## ESPÈCES EN VOIE DE DISPARITION...



## L E T T R E S

## Crime contre l'humanité?

Les pays industrialisés ont les ressources médicales et financières nécessaires pour éliminer de la planète la polio, la tuberculose, la diphtérie, la rougeole, le tétanos et la coqueluche. Chaque jour, des dizaines de milliers de personnes majoritairement des enfants, décèdent des suites de ces maladies.

Les dirigeants des pays industrialisés connaissent très bien ces faits mais refusent d'agir adéquatement. Exemple: le Canada a un bon programme de vaccination, mais pas au niveau nécessaire pour définitivement mettre un terme à ces maladies. Pourtant cinq années d'efforts soutenus et concertés avec les autres pays suffiraient à éradiquer ces maladies. Les millions de vies humaines sauvées devraient suffire à motiver nos dirigeants en plus des milliards de dollars économisés par la suite.

Mais cela ne semble pas le cas. Est-ce de l'indifférence criminelle? Va-t-il falloir poursuivre M. Chrétien et les autres chefs d'Etat, devant la cour internationale pour crime contre l'Humanité, pour non-assistance à des humains en danger de mort? Je souhaite que le bon sens triomphe très rapidement.

André Désilets  
Montréal, 9 janvier 2003

Pour un encadrement  
scientifique

Je trouve désolant que presque tous les commentaires sur le clonage fassent appel à l'éthique ou à la morale plutôt qu'à un encadrement de type scientifique. L'éthique et la morale sont des valeurs souvent subjectives et variables dans le temps. Je peux bien juger le clonage immoral bien sûr, mais c'est mon jugement et personne n'est tenu de le partager.

Certains de vos lecteurs ont sûrement souvenance des premières fécondations humaines in vitro. Quel tollé de protestations... basé sur la morale parce qu'exigeant la masturbation. Aujourd'hui y a-t-il encore la moindre protestation? C'est devenu banal. La morale est une valeur changeante.

La recherche sur le clonage ne disparaîtra

pas parce que le Canada l'interdit. Il y aura toujours des gens et des lieux qui l'accueilleront.

Il faudrait plutôt bien l'encadrer scientifiquement et le sortir de la clandestinité et du charlatanisme. Confions-la à des scientifiques qui travaillent au grand jour et dont les travaux peuvent et sont régulièrement vérifiés par d'autres scientifiques.

À travers les âges il y a toujours eu des gens pour croire qu'on pouvait sortir un lapin d'un chapeau; il y en aura toujours pour croire qu'un charlatan peut faire mieux qu'un scientifique. Interdire le clonage reproductif c'est laisser le champ libre aux charlatans qui eux continueront dans la clandestinité parce qu'ils ne partagent pas la morale ou l'éthique auxquelles on fait appel.

Gilles Dussault  
Chicoutimi, 9 janvier 2003

## Raël bis

Ainsi la fabrication d'un bébé par clonage ne serait que la première étape du plan raélien. Viendra ensuite la fabrication en quelques heures d'un clone adulte, puis, ultimement, la fabrication d'un clone adulte avec transfert de la mémoire et de la personnalité de l'original. Raël estime que cette troisième étape sera atteinte dans 20 ou 25 ans, «grâce aux progrès de la neurologie et de l'informatique».

On se demande pourquoi ses amis Elohim, qui ont 25 000 ans d'avance sur nous, ne lui ont pas tout simplement transmis en bloc toutes ces techniques dont la recherche nous fait perdre tellement de temps. D'ailleurs, si ces recherches devaient trop tarder, Raël lui-même pourrait ne pas vivre assez vieux pour accéder à la vie éternelle (...)

À moins que les Elohim ne s'en chargent. Ils lui doivent bien ça: il n'a rapporté de sa balade dans le cosmos qu'une révélation et des souvenirs d'un dîner avec des personnages de l'histoire terrestre. Pas même une photo ou quelque objet probant qui lui aurait épargné toutes ces années à passer pour un illuminé en tentant de nous convaincre de la véracité de son histoire. Non, on n'y croira que lorsque Raël sera décédé puis qu'on nous aura ensuite livré la copie. Mais veut-on vraiment ça?

Luc Le Blanc  
Montréal, le 7 janvier 2003

Pourquoi Coke  
craindrait-il Kik-Cola?

Voilà que tout porte à croire que Bush et Blair s'en prendront à l'Irak dès février. Rien n'est encore fait. Touchons du bois. Ainsi, il faudrait déloger Saddam Hussein, non pas parce qu'il tyrannise son peuple, mais bien parce qu'il serait potentiellement dangereux pour «le monde libre». Moi, je dis que Saddam ne représente — sauf pour son peuple — aucune menace. Mais quand je dis ça, il y a toujours un quidam pour me traiter d'«anti-américain primaire» et m'assener la sempiternelle rengaine sur «les armes de destruction massive».

Effectivement, ces joujoux-là sont dangereux; et tout porte à croire que Saddam en a quelques-uns dans sa manche puisque son arsenal lui a été fourni, durant la guerre Iran-Irak, par les États-Unis. Mais de là à imaginer qu'il pourrait s'en servir. Comme si un pays dont le budget militaire ne dépasse pas 1,5 milliard oserait faire de la masse-destruction quand un pays dont le budget militaire fracasse les 343 milliards s'apprête à le laminer «préventivement». Aussi bien imaginer Kik-Cola faisant une publicité qui ridiculise Coke et nargue l'OMC.

Batiste W. Foisy  
Le 7 janvier 2003

## Trop de pieds à Ottawa

Imaginez! Romanow veut qu'Ottawa occupe plus de place dans la gestion du système de santé en échange de plus d'argent. Mais Ottawa est incapable de gérer convenablement un simple système d'enregistrement des armes à feu, incapable de gérer honnêtement un système de subventions aux entreprises. Il y a trop de pieds à Ottawa, plus du double du nombre de cerveaux. L'argent, oui, c'est notre argent, pas celui des politiciens d'Ottawa ou celui des libéraux au pouvoir. Pas les pieds.

Et que ceux parmi eux qui ont voté pour les budgets réduisant les transferts aux provinces se comptent chanceux. La réduction des budgets en santé a causé plus de souffrances et de morts que l'affaire du sang contaminé. À quand un recours collectif contre le gouvernement fédéral.

Claude Côté  
Québec, 3 décembre 2002

## LIBRE OPINION

Armes à feu: on ne peut pas  
faire confiance à Jean Chrétien

JACQUES DESJARDINS

Verdun

Lettre adressée à Bernard Descôteaux

J'ai lu avec intérêt votre commentaire (dans l'édition du *Devoir* du 9 janvier) sur la folie dépressive de notre gouvernement fédéral libéral en matière d'enregistrement d'armes à feu. J'ai un peu de difficulté avec la notion du statu quo, à savoir qu'il est mieux de maintenir cette folie parce qu'elle nous a déjà coûté trop cher, soit près d'un milliard de nos impôts. J'ai aussi un peu de difficulté avec l'attitude de notre gouvernement provincial qui ne s'oppose aucunement, sinon avec une léthargie déconcertante, à ce gaspillage qui a coûté, au prorata des choses, 250 millions de dollars au Québec.

Ne voulant aucunement amoindrir la gravité et la douleur des événements de décembre 1989 dont nous avons tous d'horribles souvenirs, il m'est difficile de comprendre comment un gouvernement qui a tourné comme une girouette aux vents des pétitions favorisant un registre national d'armes à feu se voit maintenant incapable de

voir le gros bon sens, clairement et démocratiquement exprimé par une forte majorité de provinces et leurs élus.

Monsieur Cauchon a justement hérité de ce problème, ce honteux dossier est entre ses mains et il est incapable d'admettre l'incompétence totale de ses propres collègues.

Le fait demeure que le gaspillage continuera et les réponses seront repoussées dans l'espoir qu'on les oublie. Faute d'arrêter cette folie, ce n'est qu'une question de temps avant la venue de droits annuels qui viendront progressivement punir la possession d'armes sportives par d'honnêtes Canadiens.

Où sont les responsables du fiasco? Qui sont les «gagnants», tous ces contrats lucratifs pour les infrastructures informatiques? Comment peut-on voler un milliard aux Canadiens sans rendre de comptes à personne et comment est-ce possible de pousser cette escroquerie jusqu'à donner des primes de performance aux hauts fonctionnaires responsables du projet?

Je vous soumetts respectueusement monsieur Descôteaux que si monsieur Chrétien a été capable de faire radier des contrats d'hé-

coptères, s'il a laissé des centaines de millions en F-18 immobilisés par manque de pièces, s'il a toléré l'achat par nos militaires d'équipements désuets à la livraison, s'il a fermé les yeux sur le gaspillage d'innombrables millions en commandes pour nous plastronner de drapeaux à la moindre exposition culinaire, s'il a sanctifié l'achat de sous-marins d'occasion qui prenaient l'eau, comment peut-on ne pas faire le deuil de ce registre d'armes à feu?

Que les comptes soient rendus sur le gaspillage, que les mesures qualitatives et quantitatives de ce registre national soient mises en place et, faute de preuves solides, qu'on en finisse avec cette présomption de culpabilité chez les gens honnêtes qui respectent les lois dans l'exercice de leur sport ou qui ne font que garder un précieux souvenir de famille pour une prochaine génération.

Aucune loi n'arrêtera les forces maléfiques du criminel, du malheureux dépressif, du haineux, du jaloux. Pensons-y comme société, car les prochaines armes à restreindre par des politiciens bouffons seront la plume de l'éditorialiste, la parole du critique, la langue du comédien.



Serge Truffaut

## IDÉES

FISCALITÉ

## La taxe unique à 20 %... un leurre!

RICHARD L'HEUREUX  
Economiste

Pour l'ADQ, c'est le symbole d'une fiscalité allégée qui dynamiserait l'économie, l'impôt à 20 % pour tous les niveaux de revenus. Dénoncé par ses détracteurs comme régressif et donc injuste, ses défenseurs répliquent que même avec une taxe unique à 20 %, les classes de revenu plus élevées assumeront un fardeau fiscal plus élevé que les moins fortunés. Le 15 novembre, un texte signé de Simon Lauzon, conseiller au programme de l'ADQ, circonscription de Jean-Talon, défendait la proposition d'une taxe unique de 20 % en comparant l'impôt payé actuellement au Québec par une famille de deux adultes gagnant deux revenus égaux et ayant deux enfants, à celui qu'elle paierait avec un taux unique de 20 %.

L'article de M. Lauzon voulait prouver que le taux unique d'imposition était compatible avec une fiscalité progressive où la contribution fiscale augmente en pourcentage avec le niveau de revenu. C'est effectivement le cas dans tout régime fiscal où le contribuable bénéficie d'un crédit d'impôt fixe, indépendant du niveau de revenu. Cette caractéristique n'est pas propre à l'existence d'un taux unique de taxation, mais à tout système de taxation proportionnelle, comme c'est le cas au Québec et

ailleurs au Canada, même en présence de plusieurs taux.

Mais quand on pousse plus loin l'analyse de M. Lauzon, on voit que l'application d'un taux d'imposition unique à 20 % profiterait non pas à la classe moyenne qu'il vise, mais aux catégories dont le revenu familial dépasse les 110 000 \$, ce dans une proportion croissante avec le revenu.

Il faut rappeler que, selon M. Lauzon, l'adoption d'un taux unique d'imposition à 20 % s'accompagnerait d'un relèvement de 14 000 \$ du crédit de base actuellement à 8 840 \$. Pour ce qui est des autres paramètres (déduction de 2 670 \$ pour le premier enfant, de 2 465 \$ pour les autres, facteur de 0,2075 s'appliquant aux déductions personnelles), ils restent les mêmes.

## Une tranche limitée de familles

Or la comparaison entre le système en cours et le système proposé par l'ADQ montre que ce dernier ne profiterait qu'à une tranche limitée de familles à revenus faibles, soit le niveau de revenu familial de 40 000 \$, ce qui correspond, dans le cas donné par M. Lauzon à deux revenus de 20 000 \$. L'économie d'impôt provincial pour un ménage de ce niveau de revenu serait de 513 \$, soit 32 % de l'impôt actuellement payé. Cette économie

est attribuable au relèvement du crédit de base.

Pour une famille dont le revenu est de 30 000 \$, l'économie d'impôt n'est que de 66 \$, vu le faible niveau d'impôt provincial payé avec le système actuel.

**La réduction moyenne de 27 % de l'impôt proposée par le PLQ, allégerait de façon significative le fardeau fiscal de l'ensemble des Québécois**

En bas de ce niveau, plus le revenu familial est faible, plus l'économie apportée par le système de l'ADQ diminue, devenant nulle à 21 000 \$.

Pour un revenu familial de 50 000 \$, l'économie d'impôt est beaucoup plus modeste, à 141 \$, soit une baisse de 4 %, du fait que l'effet du relèvement du crédit de base est compensé par l'augmentation de 16 % à 20 % de l'impôt sur les premiers 26 700 \$ de revenu.

Pour les niveaux de revenu familial de 60 000 \$ jusqu'à 100 000 \$, le montant épargné est de 5 \$ par année! Ce n'est qu'à partir d'un niveau de revenu familial de 110 000 \$, pour qui le troisième niveau d'imposition (24 %) commence à s'appliquer, que le système de l'ADQ commence à faire une différence. A un revenu familial de 150 000 \$, la diminution d'impôt est de 1 733 \$, soit une baisse de 7 %. Alors plus on est riche, et plus on profite d'un impôt à taux unique de 20 %: il donne une fiscalité progressive mais nettement moins progressive que le système courant.

## Une différence difficile à cerner

En fait, c'est quand on compare la

fiscalité québécoise avec celle des autres provinces canadiennes, qu'on réalise que le système à taux unique ne représente pas une grande différence avec le système actuel.

L'Alberta est la seule province canadienne qui applique un taux unique de taxation mais ce qui est important, c'est que ce taux est de 10 %, non de 20 %. En Ontario, les premiers 26 700 \$ gagnés sont imposés à 6,05 % tandis qu'au Québec, ils sont imposés à 16 %. L'écart est du même ordre pour les niveaux supérieurs de revenu (les revenus les plus élevés en Ontario sont imposés à 11,16 %, moins que les revenus les moins élevés au Québec) et les comparaisons avec les autres provinces vont dans le même sens.

Les différences de crédit de base, les exemptions ne compensent que partiellement ces différences de taux d'imposition. Nos gouvernants invoquent les bénéfices sociaux et autres services plus étendus au Québec. Il reste que les contribuables sont rarement bénéficiaires de ces services dans la proportion de leur contribution aux revenus de l'État et que la fiscalité québécoise touchant le revenu personnel nuit au développement de nouvelles activités économiques.

En comparaison, la réduction moyenne de 27 % de l'impôt proposée par le Parti libéral du Québec, allégerait de façon significative le fardeau fiscal de l'ensemble des Québécois, rapprochant la fiscalité québécoise de la moyenne canadienne. La position concurrentielle du Québec et en particulier, sa capacité de créer des emplois productifs et de garder sa population, y gagnerait certainement.



Michel Venne

## Un transfuge

On l'attendait au Parti québécois. Il doit, en principe, annoncer ce matin, dans une brasserie de Ville-Marie, son adhésion à l'Action démocratique du Québec. Le député bloquiste de Témiscamingue, Pierre Brien, serait candidat adéquat contre le ministre Rémy Trudel aux prochaines élections provinciales.

Les changements d'allégeance ne sont pas un crime en politique. Chez les électeurs, ils sont monnaie courante. Depuis les années 1970, les spécialistes de la sociologie électorale ont constaté la volatilité et l'imprévisibilité de plus en plus grande du vote dans la plupart des démocraties. Les électeurs sont devenus plus stratèges, se comportent davantage comme des consommateurs et changent plus volontiers de camp d'une élection à l'autre. Ils se reconnaissent de moins en moins dans les idéologies. Et l'allégeance partisane ne se transmet plus de génération en génération comme jadis, lorsqu'on était rouge ou bleu, de père en fils.

Il arrive aussi que des hommes et des femmes politiques changent de famille partisane en cours de route. Les exemples abondent. Ils n'ont pas tous le même poids. Le passage de Lucien Bouchard du Parti conservateur fédéral au Parti québécois ne se compare pas avec l'arrivée de Liza Frulla sur les banquettes du Parti libéral du Canada, par exemple. La décision de M. Bouchard a marqué une rupture radicale dans la continuité historique et a créé un mouvement.

La décision de Pierre Brien attire l'attention parce que celui-ci a occupé, malgré son jeune âge, diverses fonctions d'une certaine importance au sein du Bloc et du mouvement souverainiste. Il a été responsable du dossier constitutionnel pour le Bloc, membre de comités de stratégie conjoints avec le Parti québécois et membre d'un groupe de travail sur le renouvellement du projet souverainiste. Whip de son parti aux Communes, il avait plusieurs fers au feu et la confiance de Gilles Duceppe dont Brien fut l'un des partisans lors de la course au leadership de 1997.

La défection du député de Témiscamingue ne semble pas devoir provoquer une hémorragie. En outre, sur quel fait important, quel changement radical de politique voudrait-il fonder ce virage?

Il n'incarne pas à lui seul un mouvement générationnel. Un autre jeune ancien bloquiste, Stéphane Tremblay, vient d'être élu sous la bannière du Parti québécois dans Lac-Saint-Jean. Il ne peut pas soutenir que le Bloc est devenu inutile, ce parti vient de remporter deux sièges aux élections partielles de décembre dernier. Il ne peut pas non plus affirmer que la souveraineté n'est plus pertinente. Les derniers sondages lui donnent encore plus de 40 % d'appui.

Serait-il en désaccord avec les plus récentes politiques du Parti québécois? Si oui lesquelles: la loi anti-pauvreté, la politique de l'eau, le combat contre le déséquilibre fiscal, les décisions issues du sommet des régions?

A moins que, après avoir vu son ami Michel Bellhumeur quitter le Bloc pour se faire battre par l'adéquate Sylvie Lespérance dans Joliette, en juin, Brien se soit converti à l'ADQ par opportunisme. En août, les députés du Bloc ont décidé d'atténuer leurs critiques de l'ADQ pour ne pas déplaire à leurs électeurs attirés par Mario Dumont...

Donnons-lui tout de même le bénéfice du doute. Selon des dépêches publiées à cette époque, Brien aurait confié à ses collègues qu'il se sentait déjà plus proche de l'ADQ que du Parti québécois. Aujourd'hui, il devra bien nous expliquer en quoi. Est-il séduit par le taux unique d'imposition, la médecine à deux vitesses, deux politiques alliées combattues par le Bloc à Ottawa, ou par les bons d'éducation?

Où est-ce par le programme constitutionnel virtuel de l'ADQ? Que pense M. Brien du discours de Toronto, celui où Mario Dumont a affirmé qu'il fallait «tourner la page» sur le dossier constitutionnel?

À l'aube de la campagne référendaire de 1995, Brien avait vivement critiqué la position constitutionnelle des libéraux de Daniel Johnson: «il veut nous ramener dans un débat qui va durer cinq ou dix ans et qui ne donnera aucun résultat, disait-il. Si on est vraiment une société distincte, qu'on y croit, il va falloir l'assumer».

Cinq à dix ans, c'était trop long pour Pierre Brien. C'est pourtant la durée du moratoire proposé par son nouveau chef.

Au début de l'année 2000, lorsque Jean-François Lisée avait publié sa proposition de «sortie de secours», Brien avait été l'un des rares élus à appuyer l'idée de tenir un référendum sur les pouvoirs que le Québec voudrait rapatrier d'Ottawa. Il voyait dans cette suggestion la possibilité de «rallier les fédéralistes québécois» avec le gouvernement péquiste et de forcer le Canada anglais à tenir compte de la position exprimée par une majorité de Québécois. Alors âgé de 29 ans, il se disait «plus patient» que les vétérans du mouvement souverainiste. Aujourd'hui, Lisée lui-même affirme que sa proposition est devenue caduque, inapplicable.

Les changements d'allégeance ne sont pas un crime en politique. Mais ceux qui négocient ce genre de virage doivent avoir de bonnes raisons pour le faire. Un fait historique nouveau, un changement radical de politique doit le motiver. En l'absence de raison sérieuse, pourquoi, plus tard, croirait-on cet homme lorsqu'il nous dira que les politiques qu'il défend sont essentielles, vitales pour notre avenir?

Aujourd'hui, Brien doit nous dire pourquoi il rompt avec une famille politique et adhère à une autre qui est aux antipodes de celle qui l'a mis au monde.

Michel Venne est directeur de l'annuaire du Québec, chez Fides.

vennem@fides.qc.ca.

## Les artistes et la politique

## La voix des artistes au service de la paix

Les artistes qui ont tant chanté et parlé pour la paix ne peuvent rester silencieux aujourd'hui

PIERRE DELORME

Professeur, Université du Québec à Montréal

Il y a maintenant plusieurs années (1988), j'avais, dans la page Idées, écrit un article sur l'engagement politique des musiciens rock qui m'avait attiré plusieurs sympathies (lettres et commentaires reçus) et l'ire d'un collaborateur du journal (Guy Brouillet). Celui-ci avait vertement condamné qu'un universitaire se mêle de choses aussi futiles que la musique actuelle. Pourtant, il semblait très clair que les musiciens d'alors, acclamés par des foules d'un nombre sans cesse croissant, transmettaient aux jeunes, qui les écoutaient et se réclamaient d'eux, un message de paix et une dénonciation sans réserve des moyens violents que certains dirigeants utilisaient pour contrer leurs opposants politiques.

Je soutenais alors que ces vedettes de la musique rock pouvaient transmettre leur message de paix à un nombre infiniment plus nombreux qu'aucun philosophe ou politologue ne pouvait jamais atteindre. Sting, Peter Gabriel et autres vedettes de l'époque, qui sont tout aussi présents aujourd'hui sur la scène musicale, dénonçaient à l'apartéid en Afrique du sud, le sort malheureux que les autorités politiques avaient fait à Nelson Mandela et autres exactions commises partout dans le monde. Où sont-ils aujourd'hui?

Où sont ces artistes qui, il n'y a pas si longtemps, dénonçaient les injustices politiques alors que nous vivons aujourd'hui une période plus trouble et plus menaçante pour la paix que rarement au cours des dernières décennies? Ils semblent rentrés dans un mutisme inexplicable.

Bien sûr, aujourd'hui la menace à la paix ne vient pas de l'Afrique ou de l'Asie mais plutôt des États-Unis qui, coûte que coûte, cherchent à envahir l'Irak pour y déloger son président. Bien sûr, on ne peut leur reprocher de contrer le terrorisme qui leur a fait tellement mal. Mais comment comprendre cet acharnement envers l'Irak alors que les motifs pour justifier une intervention militaire semblent encore aujourd'hui si peu évidents? Si au moins on nous expliquait les raisons plutôt que de laisser à tous et chacun le soin d'imaginer les motifs profonds d'une telle guerre.

Il peut paraître facile de s'opposer à certains pays du tiers monde mais beaucoup plus périlleux de questionner la méga-puissance américaine. Les conséquences personnelles pour celui que s'y aventure risquent d'être beaucoup plus catastrophiques. Mais ces artistes qui ont tant chanté et parlé pour la paix ne peuvent aujourd'hui demeurer silencieux.

Nous sommes tous, artistes et citoyens, confrontés à un curieux dilemme: dénoncer les États-Unis correspond-il à accorder quelque sympathie à Saddam Hussein? Bien évidemment, personne ne veut s'avancer dans pareille aventure. Avec raison. Mais parler de justice et de paix, cela est le devoir de tous ceux qui ont un porte-voix à leur disposition et qui ne peuvent en ces temps troubles le laisser silencieux. Comme, il n'y a pas si longtemps, ils l'ont utilisé haut et fort dans d'autres contextes.

Où sont les artistes? Ceux à qui les jeunes ont tellement donné. Et qui n'ont pas seulement le devoir de nous divertir mais aussi d'accompagner la société dans ce qu'elle a de plus heureux ou de plus sombre.



L'acteur et réalisateur Sean Penn a osé clamer haut et fort que la guerre pouvait être évitée.

Le courage semble aujourd'hui venir du monde du cinéma plus qu'ailleurs, comme nous l'annonce l'article de Claudine Mulard du journal *Le Monde* dont nous devons remercier *Le Devoir* de l'avoir reproduit dans son édition du 7 janvier 2003. Ce sont pourtant eux, cinéastes et acteurs qui ont le plus à perdre. L'histoire de la politique américaine le leur a appris.

Sean Penn, jeune acteur et réalisateur américain, rompt le silence et clame haut et fort que la guerre peut être évitée. Suivent Oliver Stone, Susan Sarandon et autres pétitionnaires, mais encore trop peu nombreux, qui parlent et signent pour la paix. Ils risquent beaucoup au plan professionnel en dénonçant le gouvernement américain, peut-être même plus que tout autre artiste.

Du côté des musiciens rock, il ne semble y avoir

que Bonnie Raitt et les membres du groupe R.E.M., toujours fidèles à leurs mêmes convictions depuis des années, pour interroger la logique guerrière de leurs dirigeants.

Et que dire de nos Artistes pour la paix au Québec? Leur silence est inquiétant. Ils ont déjà dénoncé. Avec raison. Mais aujourd'hui que disent-ils?

Nous ne retiendrons de notre civilisation que ce que les artistes nous auront laissé. Comme il en fut toujours ainsi des civilisations que nous étudions. Ce que nous savons du monde passé, ce sont les artistes, écrivains, musiciens, sculpteurs et autres qui nous l'ont appris. Nous réclavons nos artistes. La peur ne doit empêcher aucun d'eux aujourd'hui d'afficher ses convictions pour la paix. Nous avons besoin d'eux. Plus que jamais, depuis plusieurs années.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corrivé (vigilance), Marie-Andrée Chouinard (éducation) ; Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet), José Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (cartooniste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélar (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médiat), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Eric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; à l'information internationale : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Cornélius (correspondants parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Madeleine Gosselin (communication); à la documentation : Gilles Paré (directeur), Manon Desrosiers, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING : Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gylaine Côté, Marlene Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Malais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Rueland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAVAIL : Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santierre, (coordonnatrice à la promotion et à la publicité), Monique-Hélène, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

### ÉTATS-UNIS

SUITE DE LA PAGE 1

Les radicaux unilatéralistes au pouvoir à Washington ne représentent pas la majorité de la population. M. Barsamian prophétise: «Plus Bush voudra s'attaquer à l'Irak, plus l'opposition grandira.»

C'est un mouvement qui reste au demeurant très émiétié, une nébuleuse à l'organigramme éclaté, constitué de centaines de groupes populaires, religieux, syndicaux et intellectuels aux positions antiguerrre et pacifistes multiples — mais pour ainsi dire sans influence notable dans les grands médias et parmi les membres du Congrès. N'ont guère été relevés à ce jour par les médias que la manifestation qui a réuni fin octobre à Washington 100 000 personnes à l'initiative de la coalition d'extrême gauche International Answer et les coups de gueule d'une centaine d'artistes et d'intellectuels (dont, forcément, Noam Chomsky et Sean Penn) qui ont pris la forme de la pétition Not In Our Name et de la coalition Artists United To Win Without War.

Le défi pour cette nébuleuse, pour le moment partagée entre deux organisations parapluie principales, est évidemment de faire l'unité. Answer, l'organisation la plus mobilisatrice, annonce pour le samedi 18 janvier une grande manifestation à Washington, avec rassemblement parallèle à San Francisco. Peace Action (PA), qui compte 85 000 membres dans 27 États, en fera partie, bien qu'elle se méfie d'Answer (qui a refusé en 1990 de dénoncer l'invasion du Koweït par l'Irak), dont elle juge le radicalisme trop peu rassembleur. PA s'est en revanche jointe à une nouvelle coalition plus modérée, fondée en octobre, United For Peace, chapeautant quelque 70 associations et qui tiendra, de son côté, une grande manifestation à New York le 18 février, en même temps que doivent avoir lieu une dizaine de marches à travers l'Europe.

L'essentiel de l'ébullition que disent constater les leaders du mouvement de paix n'est pourtant pas là. Elle se manifeste à une échelle très locale, affirme M. Lynch, «dans le millier de petites coalitions et de manifestations organisées de désaccord, qui poussent comme des champignons un peu partout dans le pays» pour s'opposer très précisément à la guerre contre l'Irak. Y compris, clame-t-il, jusque dans les États conservateurs du Sud, la Bible Belt. Par exemple, une initiative populaire baptisée Cities For Peace a jusqu'à maintenant donné lieu à l'adoption de résolutions antiguerrre par une trentaine de conseils municipaux. Internet est pour beaucoup dans la croissance du mouvement, dit M. Lynch. «Cela a eu un effet multiplicateur qui a brisé l'isolement des opposants.»

«Notre effectif a doublé à 600 personnes et les dons que nous recevons ont augmenté de 33 %, à 90 000 \$», affirme Patrick Carlin, codirecteur de la section

de PA à Concord, dans le petit État du New Hampshire. «J'ai tenu, il y a un an, une réunion publique dans le village de Keene, près de la frontière du Vermont, en présence de 12 personnes. J'y suis retourné en octobre dernier: il y a eu 150 personnes.»

«Ce n'est pas que tous ces gens soient tout à coup devenus pacifistes», dit M. Carlin. Mais ils sont inquiets de voir Bush prêt à faire fi du droit international et des Nations unies ou, encore, ils sont choqués par ses objectifs de mainmise pétrolière au Proche-Orient.»

Le pétrole: dit platement, l'«Américain moyen» pourrait être en train de se découvrir des sensibilités antiguerrre à mesure qu'augmente le prix de l'essence à la pompe. M. Lynch récuse ce rapprochement. Mais alors que l'opposition croît dans le monde syndical, y compris au sommet de l'AFL-CIO, qui avait donné sa bénédiction à l'intervention en Afghanistan, un syndicat de postiers de la région de Detroit faisait valoir qu'une guerre servirait essentiellement les intérêts des compagnies pétrolières américaines: «Dites-moi un peu, c'était quand, la dernière fois qu'une pétrolière vous a fait un cadeau?», disait le syndicat dans un texte à ses membres. Est-ce que ce ne sont pas ces mêmes compa-

«Plus Bush voudra s'attaquer à l'Irak, plus l'opposition grandira»

gnies qui ont multiplié par deux le prix de l'essence à la pompe après le 11 septembre?»

gnies qui ont multiplié par deux le prix de l'essence à la pompe après le 11 septembre?»

Le mouvement antiguerrre a-t-il pour autant le sentiment de pouvoir bloquer à lui seul M. Bush? On ne se fait pas d'illusions. «Il n'y a pas d'enthousiasme pour la guerre», dit Howard Zinn, de l'université de Boston, mais il y a beaucoup de résignation. Le mouvement n'est pas assez grand pour stopper la guerre.»

On n'y arrivera pas sans une résistance à l'échelle internationale, dit M. Lynch. Ni, du reste, sans la collaboration des inspecteurs de l'ONU en Irak, dont les travaux ont jusqu'à maintenant dégonflé l'argumentaire proguerrre des faucons de la Maison-Blanche. Une pétition en ligne intitulée «Laissez les inspections fonctionner», lancée par l'organisation MoveOn.Org en décembre, a d'ailleurs réuni 175 000 signatures en une semaine et 300 000 \$US en dons. «Bien sûr que la guerre peut être arrêtée», répond le journaliste David Barsamian. Que M. Bush, dit-il, ait finalement accepté de faire le jeu de l'ONU et du calendrier d'inspection est en partie le résultat des pressions du mouvement international de la paix. Aussi, et comme partout ailleurs, le clan anti-guerre a les yeux tournés vers le 27 janvier prochain, alors que l'inspecteur en chef Hans Blix déposera un premier bilan sur la foi duquel M. Bush pourrait ou pourrait ne pas déclencher les hostilités.

### FRASER

SUITE DE LA PAGE 1

Mais innover est pratiquement une habitude dans sa famille. Sa grand-mère était infirmière et une de ses tantes avait un doctorat en travail social. «J'ai été élevée dans une ferme et on tenait pour acquis que les hommes pouvaient rester sur la terre alors que les filles iraient étudier et auraient une carrière.» Son seul frère, même après des études avancées, a repris la ferme laitière, près de Valleyfield, et ses quatre sœurs et elle, l'aînée, ont pris le chemin de l'université. Après avoir passé des étés à travailler aux champs, elles sont devenues comptable, médecin et avocate.

Elle, son premier choix fut les mathématiques, mais une matière trop théorique à son goût et une année d'arrêt à cause d'une mononucléose l'amènent à suivre le conseil de son médecin et à s'inscrire en comptabilité à McGill. Il y avait peut-être là un autre trait familial puisqu'un de ses ancêtres, John Fraser, a été le troisième vérificateur général du Canada.

Mais elle n'a rien de tel en tête ni aucun plan de carrière. «Je n'ai jamais fait ça. Je suis restée ouverte aux occasions qui s'offraient et me suis toujours promis de toujours aimer ce que je faisais. La journée où je n'aimerai pas ce que je fais ou n'apprendrai plus, je changerai pour faire autre chose. Et j'ai eu une carrière extraordinaire», dit celle qui fut honorée à maintes reprises par sa profession.

«C'est un concours de circonstances», dit-elle, qui la voit atterrir au bureau du vérificateur général (BVG). «J'étais à Québec depuis 22 ans et j'étais rendue à un point dans ma carrière professionnelle où je commençais à me questionner.» Pendant ce temps, à Ottawa, le vérificateur général Denis Desautels cherche quelqu'un pour remplacer le sous-vérificateur général responsable des opérations.

Il sollicite Mme Fraser, avec qui il a gardé contact après son passage chez Ernst & Young à Québec. Elle en parle à son mari, Henri Gagnon, mais hésite. Cela l'obligerait à quitter Québec. Son mari, lui, pense qu'elle devrait au moins aller voir. Elle plonge, passe les entrevues et devient, en janvier 1999, sous-vérificateur général.

Pendant un an et demi, elle fait la navette entre Ottawa et Québec, le temps que l'aîné de ses trois enfants finisse ses études secondaires. Puis la famille la suit, sauf son mari, comptable lui aussi, qui continue de travailler à Québec. C'est à son tour de faire les allers-retours. Quand on pense à elle pour succéder à Denis Desautels, elle hésite encore. Cette fois, c'est son fils qui l'encourage. Elle replonge et est choisie.

### En plein dans le mille

Inconnue du grand public il y a seulement un an, Sheila Fraser s'est imposée en un tour de main. Son grand atout: son franc-parler. Il lui a même permis de réussir ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'était parvenu à faire: rendre certaines de ses déclarations inoubliables.

Personne n'a oublié son jugement sans appel dans le dossier de Groupaction, cette firme de communications qui a reçu 1,5 million du programme de commandes pour produire trois rapports qui se sont révélés similaires. «Toutes les règles ont été enfreintes», avait lancé la vérificatrice générale après avoir renvoyé le dossier à la GRC.

En décembre dernier, même genre de coup d'éclat. «Le Parlement a été tenu dans le noir», a-t-elle déclaré en évoquant la flambée des coûts du programme d'enregistrement des armes à feu, coûts qui pourraient atteindre un milliard en 2005.

Cette façon directe de présenter ses conclusions est non seulement dans sa nature, mais aussi un choix, précise-t-elle. «C'est mon style mais j'ai aussi voulu que les rapports soient plus clairs. On travaille très fort pour faire ces vérifications et si, après avoir lu nos rapports, quelqu'un ne comprend pas ce qu'on veut dire, ça donne quoi? Or, elle avait constaté un problème à ce chapitre lors de son arrivée au BVG.

Cela ne veut pas dire qu'elle veut produire des rapports aux allures de catalogue d'histoires croustillantes. Elle veut poursuivre sur les traces de M. Desautels et examiner les problèmes plus systématiques. «Des histoires d'horreur, il y en aura toujours, peu importe l'organisation, qu'elle soit publique ou privée. Mais on ne change pas vraiment les choses en ne soulignant que ça. [...] Je vois la vérification comme un outil d'amélioration et d'apprentissage. Si on est toujours à la recherche de qui est embarrassant pour le gouvernement, on n'avance pas. Il faut trouver les domaines où on peut vraiment amener un changement pour le mieux et là, on peut avancer.»

Elle reconnaît que les ministères préféreraient qu'elle se concentre sur leurs succès, mais «la vérification sert, de par sa nature, à examiner ce qui doit être amélioré». Et la crédibilité du BVG, qui repose depuis toujours sur l'équilibre et la rigueur, incite la plupart des ministères à collaborer volontiers, pense-t-elle.

Chose certaine, elle ne se voit pas comme une adversaire du gouvernement ou des fonctionnaires. Bien au contraire, puisqu'elle estime que son bureau est là pour les aider à améliorer leurs pratiques tout en aidant les députés afin que le gouvernement prenne ses responsabilités.

### Au-delà des préjugés

Sheila Fraser a, depuis son arrivée à Ottawa, développé un respect encore plus profond pour la fonction publique. «Je l'apprécie davantage aujourd'hui. Je pense que le secteur public est très mal connu du public et je trouve ça très dommage.»

Elle pense que la population n'estime pas les fonctionnaires à leur juste valeur, parce qu'elle tient leur bon travail pour acquis. «C'est comme quand on est jeune et que tout est fait pour nous. On tient pour acquis le linge propre dans le tiroir et le repas sur la table. On ne réalise pas tout l'ouvrage qu'il y a derrière jusqu'à ce qu'on doive le faire pour d'autres. C'est la même chose quand on regarde tout ce que le gouvernement fait pour nous.»

La réaction du public au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 l'a frappée. Tout le monde voulait soudainement que le personnel de sécurité des aéroports soit constitué d'employés de l'État. Selon elle, cela montre la confiance spontanée qu'on a à leur endroit et qu'on oublie quand tout va bien, que les chèques arrivent à temps et que les services sont rendus, ce qui survient la très grande majorité du temps.

Elle a d'ailleurs un regret: le fait qu'on ne porte attention qu'aux conclusions négatives de ses rapports et seulement au moment de leur dépôt. Le suivi est trop souvent ignoré. Selon elle, ça ne fait qu'encourager le cynisme, tout en décourageant un débattre responsable. Dire les choses comme elles sont, voilà sûrement sa préférence.

### BLAIR

SUITE DE LA PAGE 1

britanniques citent en premier lieu le contrôle du pétrole irakien; 24 % pensent que Washington et Londres veulent avant tout renverser Saddam Hussein; et seulement 21 % estiment que le véritable objectif d'un conflit en Irak serait l'élimination des armes dangereuses.

Ce sondage constitue une mauvaise nouvelle pour le premier ministre Tony Blair, déjà confronté à un début de fronde sur l'Irak au sein de son propre parti, selon la presse. M. Blair, principal allié du président américain George Bush dans cette crise, tente depuis plusieurs mois de convaincre les Britanniques du danger posé par les armes de destruction massive développées selon lui par Bagdad.

Seulement 13 % des 1425 personnes interrogées soutiendraient par ailleurs une participation britannique à une intervention militaire américaine en Irak sans le feu vert de l'ONU. Mais une courte majorité (53 %) approuverait l'envoi de soldats britanniques au combat si un conflit était autorisé par les Nations unies. Presque un tiers (32 %) des Britanniques se disent opposés à toute intervention en Irak, quelles que soient les circonstances.

Le sondage effectué dans la première semaine de

janvier pour le compte du groupe de presse Knight Ridder et publié hier à San José, en Californie, indique que les deux tiers des Américains se disent opposés à une intervention militaire unilatérale des États-Unis. Cependant, 83 % des Américains approuveraient une éventuelle guerre contre Saddam Hussein menée par une coalition internationale et ayant obtenu le soutien de l'ONU.

Interrogé sur les plus grands dangers auxquels le pays est actuellement exposé, près de la moitié des Américains (49 %) ont cité la menace du groupe terroriste al-Qaïda tandis qu'un quart seulement des personnes interrogées ont cité l'Irak.

Cernant la Corée du Nord, qui s'est retirée vendredi du Traité de non-prolifération nucléaire et a menacé le lendemain de reprendre ses essais de tirs de missiles nucléaires, une majorité d'Américains estime que cette situation peut mettre en péril les États-Unis. Mais 79 % des personnes interrogées demandent que cette crise soit réglée par la voie diplomatique.

Une majorité est favorable au maintien, voire au renforcement de la présence militaire américaine en Corée du Nord. Seuls 15 % des Américains interrogés ont suggéré que l'administration du président Bush se prépare à une action militaire contre la Corée du Nord.

### OPEP

SUITE DE LA PAGE 1

Londres et de New York au cours des dernières semaines. De source proche de l'OPEP, l'idée était de mettre plus de pétrole sur le marché, mais on ne pouvait déterminer combien produit le Venezuela aujourd'hui, ou ce qu'il produira demain. En leur allouant un quota, on saura s'il s'en rapproche de plus en plus.»

En outre, a-t-on indiqué, «c'est un moyen de savoir combien chacun des neuf autres pays membres peut produire». Les capacités de production des pays membres sont inégales. Si l'Arabie saoudite peut aller jusqu'à 10,5 mbj en deux semaines — contre 7,5 mbj officiellement jusqu'alors —, comme l'a affirmé son ministre du Pétrole Ali al-Nouaïmi, des petits producteurs comme l'Indonésie n'atteignent pas leur quota tandis que d'autres comme l'Algérie ou le Nigeria produisent à plein rendement.

«Cette réunion a été compliquée par le fait qu'une bataille est en cours pour améliorer les quotas», a relevé Raad al-Qadiri. Ainsi le Venezuela était réticent à céder sa part à ses partenaires de l'OPEP, de peur de la perdre, a-t-il ajouté.

En tout cas, une réévaluation des quotas aura lieu à l'occasion de la réunion ordinaire prévue le 11 mars à Vienne, en fonction des développements de la crise vénézuélienne. Le cartel a promis de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'offre excédentaire sur le marché lorsque la production du Venezuela reviendra à la normale.

Le président de l'OPEP, le qatariote Abdallah ben Hamad al-Attiyah, a souligné que la décision était «un message fort aux consommateurs que nous ferons tout notre possible pour stabiliser l'ensemble du marché». Tout en niant des pressions américaines sur le cartel, il a indiqué qu'il espérait une réaction positive du marché.

L'OPEP serait prête à se réunir de nouveau en cas d'une importante pénurie de l'approvisionnement sur le marché, provoquée par une guerre en Irak, a affirmé le président.

Pour Raad al-Qadiri, l'OPEP et notamment son chef de file l'Arabie saoudite «apparaissent comme le fournisseur stratégique de dernier recours» pour le marché.

Mais si la hausse de l'offre de l'OPEP «devrait calmer la flambée des prix, il y a d'autres facteurs qui influencent le marché». La présence de 66 000 soldats américains dans le Golfe par exemple pourrait davantage peser sur les cours du brut que la décision de l'OPEP, pense M. Alkadiri.

Sur les onze pays membres du cartel, seuls six étaient représentés à la réunion de Vienne par leur ministre du Pétrole. Après l'Iran, l'Irak, le Koweït et l'Indonésie la semaine dernière, la Libye s'était également décommandée hier.

### CHIMPANZÉ

#### Un projet de loi pour la protection accrue des bêtes est à l'étude à Ottawa

SUITE DE LA PAGE 1

Les installations qui ont déjà coûté cher conviendraient à sept ou huit pensionnaires. Ils sont maintenant quatorze. Le coût du nouvel immeuble est évalué à environ 100 000 dollars. En plus, il faut déboursier entre 1000 et 1500 dollars par semaine pour nourrir les primates.

Les toiles se vendent quelques centaines de dollars. Une première exposition semblable, présentée à Toronto en décembre dernier, a permis d'attirer des centaines de curieux. Plusieurs œuvres de Billy et de ses amis ont alors été vendues entre 500 et 1800 dollars.

#### Les animaux ont-ils des droits?

Tous les pensionnaires proviennent du Laboratory for Experimental Medicine and Surgery in Primates (LEMSIP), un centre de recherche sur le sida et l'hépatite C, affilié à la New York University. Tous sauf Toby, un mâle transféré du zoo de Granby en juillet dernier, après le décès de ses compagnes.

Les chimpanzés partagent plus de 98 % de notre ADN, d'où leur intérêt pour la recherche médicale. Mais ils coûtent cher à acheter et à entretenir. Les chercheurs canadiens se replient maintenant sur des macaques, plus petits et moins voraces. Par contre, aux États-Unis, selon Mme Ketter, à peu près 2000 chimpanzés serviraient toujours de cobayes.

Fauna a été fondée par Gloria Grow et son compagnon, Richard Allan, vétérinaire. Leur ferme de Carignan accueille aussi des bêtes d'élevage et des animaux domestiques victimes de négligence et de mauvais traitements. Les chimpanzés new-yorkais ont été transférés au Québec après que Mme Grow eut entendu parler, pendant un séminaire au Chimpanzee and Human Communication Institute, dans l'État de Washington, un centre mondial célèbre pour ses études sur le langage.

Les bénévoles du refuge partagent évidemment les convictions animalistes de la fondatrice. Depuis une vingtaine d'années, la question des conditions de détention et même des droits des animaux fait l'objet de débats passionnés. D'un côté, des chercheurs (ou des éleveurs) perpétuent la tradition cartésienne assimilant les bêtes à des machines sans âme, incapables de souffrance. D'un autre côté, des scientifiques, des philosophes et des militants leur attribuent au contraire la

capacité de souffrir et le droit de ne pas subir de sévices. Un projet de loi pour la protection accrue des bêtes est à l'étude à Ottawa. Mme Ketter elle-même poursuit ses études en droit à McGill et se spécialise dans le droit des animaux. «J'ai des convictions profondes», dit-elle, laconique sur ce sujet.

#### Télé et hobby: une vie de retraité

Les quatorze pensionnaires de Carignan avaient entre 8 et 37 ans à leur arrivée au Québec. Ils ont passé la majorité de leur vie dans des cages, sans stimulation, ou presque. D'où l'idée d'enrichir l'existence de ces pauvres bêtes par l'activité artistique, mais aussi en leur permettant de regarder la télé. «Billy regarde le talk-show d'Oprah [Winfrey] tous les jours», confie Mme Ketter, fière de l'effet produit par sa révélation. «Les autres préfèrent les vidéos tournées sur eux-mêmes.»

La bénévoles connaît bien les pensionnaires qu'elle soigne depuis des années, à raison d'une journée par semaine, et plus encore l'été. Elle nettoie leurs salles, les nourrit et joue avec eux. Les singes se lèvent et se couchent avec le soleil, même en hiver.

La moitié des quatorze hôtes de Carignan aiment peindre. Chacun possède un style et montre des préférences pour certains outils, techniques ou couleurs. «Et comme pour tout artiste, la personnalité du peintre se reflète indéniablement dans son travail», dit le communiqué de la Fondation.

La production demeure abstraite et colorée. Les barbouilleurs utilisent de l'acrylique. Un seul, Toby, mélange la peinture à de l'eau. Les travaux ont été sélectionnés par les bénévoles. Mme Kitter possède une toile de singe à sa résidence.

L'histoire de l'art du XX<sup>e</sup> siècle recèle de controverses (et de canulars) autour d'artistes à poils. En 1958, le chimpanzé Congo, du zoo de Londres, avait fait ricaner la presse à grand tirage quand ses tableaux, témoinnant pourtant d'un indéniable sens des couleurs, furent accrochés au Festival Hall, à côté de ceux d'animaux humains renommés. Depuis, la thérapie par les arts s'est répandue dans les zoos. Elle a aussi servi à alimenter les tenants d'une origine biologique de l'art.

Mme Kitter ne veut pas s'aventurer sur ce terrain. «Est-ce un canular? non et non, conclut-elle franchement. Est-ce de l'art? Selon moi, oui. Mais c'est de l'art de chimpanzés, comme il existe l'art des humains. Et les comparaisons me semblent inutiles.»

### LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

#### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

#### L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

#### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courrier [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

#### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.